

RÉVOLUTION ou GUERRE

#31

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Septembre 2025



Sommaire

Se préparer aux affrontements de classe qui viennent

Situation internationale

Tracts du GIGC :

- Rejeter tous les sacrifices que le capitalisme veut imposer pour préparer sa guerre mondiale généralisée (tract international, avril-mai 2025)

- Manifestations spontanées à Los Angeles contre la police :
s'opposer et combattre les expulsions et licenciements massifs des travailleurs ! (juillet 2025)

L'alternative droite-gauche, autocrates-démocrates, Trump-antiTrump au service et moment de la marche à la guerre généralisée

Dans la guerre des droits de douane, le prolétariat paiera la facture si... (Battaglia comunista)

Débat au sein du camp prolétarien

Lettre de Barbaria sur nos commentaires critiques sur ses thèses programmatiques (extraits)

Notre réponse à Barbaria

Histoire du mouvement ouvrier

La tactique du Comintern (l'Internationale Communiste) de 1926 à 1940 (fin)

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org

5 dollars/4 euros

Sommaire

Se préparer aux affrontements de classe massifs qui viennent.....	1
Rejeter tous les sacrifices que le capitalisme veut imposer pour préparer sa guerre mondiale généralisée ! (tract international).....	3
Manifestations spontanées à Los Angeles contre la police : s'opposer et combattre les expulsions et licenciements massifs de travailleurs.....	5
L'alternative droite-gauche, autocrates-démocrates, Trump-antitrump au service et moment de la marche à la guerre impérialiste généralisée.....	6
Dans la guerre des droits de douane, le prolétariat paiera la facture si... (Battaglia Comunista).....	12
Lettre de Barbaria sur nos commentaires critiques sur ses thèses programmatiques.....	15
Notre réponse à Barbaria.....	19
La tactique du Comintern – fin.....	23

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux. S'ils veulent recevoir régulièrement la revue et être au courant de nos communiqués, ils peuvent nous envoyer leur email à intleftcom@gmail.com.

Avertissement aux lecteurs et contacts qui voudraient nous écrire à partir de notre site web. Notre adresse ne fonctionne pas. Pour nous contacter – outre nos pages facebook –, il faut écrire à l'adresse mail suivante : intleftcom@gmail.com

Se préparer aux affrontements de classe massifs qui viennent

La marche vers la guerre généralisée ne montre aucun signe de ralentissement. Chaque nouvel événement est un rouage supplémentaire de l'engrenage mortel. Aucune illusion. Quel avenir le capitalisme nous offre-t-il ? Gaza pour tous. Des massacres et des déportations systématiques, la famine et la terreur. Des bandes armées et des milices de tous les impérialismes qui ravagent les territoires et se vautrent dans le sang. Gaza est-elle une exception ? Le même processus est déjà en cours en Cisjordanie. Le carnage va bien au-delà d'Israël-Palestine. Les bombardements russes et ukrainiens deviennent plus massifs et la terreur s'abat sur les populations. Pendant ce temps, les guerres ravagent l'Afrique et s'étendent à l'Asie. Et pour ceux qui se croiraient en sécurité sur d'autres continents, en particulier dans les pays dits « développés », l'explosion des déficits budgétaires pour un réarmement généralisé n'est qu'une autre manifestation de la marche vers la guerre généralisée.

Cela provoque sidération et panique dans une grande partie des populations. Parfois même des réactions : aux déserteurs ukrainiens et russes s'ajoutent désormais des réservistes israéliens qui refusent de répondre à leur appel par l'armée pour envahir et occuper Gaza. Des manifestations de rue appellent à la paix. Si ces réactions reflètent un sentiment plus ou moins large et confus contre la guerre, elles restent individuelles et pacifistes par nature. La « solution » à cette situation historique ne se trouve pas dans des réponses interclassistes et confuses.

Dans sa préparation à la guerre, la bourgeoisie a déjà engagé le combat contre le prolétariat et le contraint à réagir. C'est ce qui s'est produit lorsque le prolétariat de Los Angeles s'est révolté contre les raids spectaculaires menés par les services d'immigration de Trump contre les travailleurs immigrés. Le lecteur peut se référer à notre déclaration sur les premières manifestations pour voir les orientations que nous proposons à ce moment précis¹. À première vue, ce qui s'est passé à Los Angeles en 2025 peut sembler similaire à ce qui s'est passé en 2020 à Minneapolis contre les violences policières, après le meurtre horrible de George Floyd ; les deux furent des manifestations de rue spontanées contre les politiques racistes du gouvernement Trump. Cependant, en y regardant de plus près, il apparaît clairement que ces deux événements sont contrastés en termes de caractère de classe. Dans une période de mécontentement social croissant, il est important de discerner la différence entre les révoltes populaires (interclassistes) et les révoltes qui se situent sur un terrain de classe (prolétarien). Dans le cas des manifestations de Min-

neapolis en 2020, celles-ci se déroulèrent initialement sur un terrain interclassiste, dans laquelle la présence du prolétariat fut incroyablement faible – voire inexistante –, même si l'avant-garde communiste ne pouvait pas y rester indifférente². Bien que la présence prolétarienne ait été minime, avec une seule action menée par les employés de la restauration refusant d'exécuter les ordres de la police et une autre menée par les chauffeurs de bus refusant de transporter les policiers, cette dernière ayant été rapidement étouffée par les syndicats, les communistes ont eu raison de ne pas ignorer la colère légitime qui s'exprimait. Il suffit de se référer à cette citation de Lénine :

« Pourquoi l'ouvrier russe manifeste-t-il encore si peu son activité révolutionnaire en face des violences sauvages exercées par la police contre le peuple, en face de la persécution des sectes, des voies de fait sur les paysans, des abus scandaleux de la censure, des tortures infligées aux soldats, de la guerre faite aux initiatives les plus anodines en matière de culture et ainsi de suite ? Serait-ce parce que la "lutte économique" ne l'y "fait pas penser", parce que cela lui "promet" peu de "résultats tangibles", lui donne peu de résultats "positifs" ? Non, prétendre cela, c'est, nous le répétons, vouloir rejeter sa faute sur autrui, son propre philistinisme (ou bernsteinisme) sur la masse ouvrière. Si jusqu'à présent, nous n'avons pas su organiser des campagnes de dénonciations suffisamment larges, éclatantes et rapides contre toutes ces infamies, la faute en est à nous, à notre retard sur le mouvement des masses. Que nous le fassions (nous devons et pouvons le faire), et l'ouvrier le plus arriéré comprendra ou sentira que l'étudiant et le sectaire, le moujik et l'écrivain, sont en butte aux injures et à l'arbitraire de la même force ténébreuse qui l'opprime et pèse sur lui à chaque pas, durant toute sa vie; et, ayant senti cela, il voudra, il voudra irrésistiblement et saura réagir lui-même; aujourd'hui il "chahutera" les censeurs, demain, il manifestera devant la maison du gouverneur qui aura réprimé une révolte paysanne, après-demain il corrigera les gendarmes en soutane qui font le travail de la sainte inquisition, etc. Nous avons encore fait très peu, presque rien pour jeter dans les masses ouvrières des révélations d'actualité et embrassant tous les domaines. Beaucoup d'entre nous n'ont même pas encore conscience de cette obligation qui leur incombe, et ils traînent spontanément à la suite de la "lutte obscure, quotidienne" dans le cadre étroit de la vie d'usine³. »

Les manifestations de 2020 furent en effet rapidement récupérées par une campagne idéologique bourgeoise, raison de plus pour laquelle les communistes se devaient de lutter contre le courant dominant en tentant, aussi difficile et improbable que cela ait pu apparaître, de scinder une partie de la mobilisation et de la placer

¹. <https://igcl.org/Manifestations-spontanees-a-Los>

². <https://igcl.org/Manifestations-contre-la-violence>

³. <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1902/02/19020200m.htm>

sur un terrain prolétarien. En revanche, les manifestations de 2025 à Los Angeles se sont situées sur le terrain prolétarien, simplement parce qu'elles répondaient aux attaques directes contre les prolétaires menées par l'ICE⁴ de Trump.

On peut aller plus loin dans la description des différences de classe entre ces deux mobilisations en examinant les détails. Tout d'abord, les médias bourgeois n'ont pas hésité à apporter leur « soutien » aux manifestations de 2020, Black Lives Matter (un réseau militant entièrement bourgeois) s'imposant immédiatement pour prendre la tête du mouvement et canaliser l'explosion initiale dans l'impasse des politiques *identitaires*. Dans le cas des manifestations de 2025 à Los Angeles, le Parti démocrate s'est contenté de condamner Trump pour des raisons stratégiques, s'abstenant de tout soutien ouvert aux manifestations. Contrairement aux manifestations de 2020, la fraction de la bourgeoisie américaine représentée par le Parti démocrate a jugé nécessaire de créer sa propre mobilisation à partir de zéro, qu'elle pouvait contrôler de manière préventive, au lieu d'essayer de récupérer les manifestations existantes, d'où la manifestation « No Kings », qui a reçu le financement d'une héritière de la famille Walton⁵. Un autre exemple est la différence entre les deux mobilisations dans leur rapport à la présence d'activités lumpen, à savoir le pillage de magasins. Alors que les pillages, comme celui du magasin Target à Minneapolis, ont été au centre des manifestations de 2020, ce qui était une condition préalable à leur absorption dans une campagne idéologique bourgeoise, de nombreuses images montrent que les manifestations de 2025 à Los Angeles n'avaient rien à voir, soit étaient carrément hostiles aux pillages qui ont eu lieu⁶.

En ce sens, les réactions prolétariennes aux descentes de police dans les quartiers, aussi limitées soient-elles, constituent la voie à suivre⁷. Un autre exemple à suivre, bien qu'également limité, est celui du personnel navigant d'Air Canada, qui s'est mis en grève et a refusé de reprendre le travail⁸ malgré l'injonction du gouverne-

ment en vertu de la loi sur l'arbitrage et les menaces de répression.

Entrer en lutte est la première étape. Mais ces réactions doivent s'appuyer sur une action collective et unitaire de classe. C'est sans doute l'enjeu auquel les manifestations et émeutes massives en cours en Indonésie aujourd'hui se trouvent confrontées. Seule une dynamique ouvrière, de classe, peut véritablement donner une perspective de lutte « efficace » au soulèvement massif de la population, majoritairement ouvrière, contre l'augmentation de l'inflation et du chômage de masse ; et contre... la répression sanglante qui a déjà causé plusieurs morts.⁹

Ce n'est pas cette voie que semble prendre l'appel « spontané » – sur les réseaux sociaux – « *au peuple pour un arrêt général et illimité du pays le 10 septembre* » en France. Nul doute qu'il exprime une colère et une révolte croissantes de la plupart de ceux, la majorité là-aussi ouvriers et salariés, qui se reconnaissent dans cet appel et vont y participer. Mais les mots d'ordre de « *boycott total* », « *ne payons plus, ne consommons plus, ne travaillons plus, gardons nos enfants à la maison* » sont l'assurance de l'impuissance, de l'échec et de l'impasse pour les prolétaires qui y participeront¹⁰.

Face à l'inflation provoquée par les droits de douane de Trump, face aux coupes dans les dépenses sociales pour financer les déficits budgétaires et le réarmement généralisé, augmentations salariales et pas de licenciements ! Face à la répression – et aux expulsions – des travailleurs immigrés et, plus largement, grèves et manifestations de rue aussi massives que possible. Extension, généralisation et unification des luttes sont les mots d'ordre de l'heure et doivent être adaptés à chaque situation. Seuls ces mots d'ordre et orientations pourront permettre aux luttes d'être suffisamment efficaces pour à la fois combattre l'appauvrissement et l'exploitation croissants et pour ralentir, voire arrêter, les préparatifs pour la guerre généralisée.

Il appartient aux travailleurs les plus militants, révolutionnaires ou non, d'organiser et de préparer ces grèves et ces luttes qui ne manqueront pas d'éclater. C'est pourquoi, entre autres choses, nous les encourageons à se regrouper et former des comités de lutte chaque fois que cela est possible.

L'équipe de rédaction, 4 Septembre 2025

⁴. La police US de l'*Immigration and Customs Enforcement* qui, en civil et masqué, traque, piège, arrête et expulse tout travailleur qui lui semble immigré, c'est-à-dire dont la couleur de peau et l'aspect peut correspondre à des origines « non américaines ».

⁵. <https://www.cbsnews.com/news/walmart-christy-walton-ad-no-kings-nyt-trump/>

⁶. See https://x.com/bgonthescene/status/1932378941463110022?s=46&t=56tpSnjRLiGGDy_HbqOU6g and https://x.com/mrandyngo/status/1932310459019104283?s=46&t=56tpSnjRLiGGDy_HbqOU6g

⁷. Les manifestations de Los Angeles ont été suivies d'une série de petites grèves dans les exploitations agricoles qui emploient des travailleurs migrants, certaines « sauvages » que le syndicat United Farm Workers a refusé de soutenir.

⁸. Après la reprise du travail, 99 % du personnel a voté contre les propositions de la direction.

⁹. À l'heure où nous écrivons, nous n'avons que peu d'informations sur ces manifestations et émeutes qui semblent être particulièrement violentes.

¹⁰. Il est trop tôt pour savoir si ce mouvement, auquel la gauche « radicale » apporte son soutien, aura la même ampleur que celui des « gilets jaunes » en 2018-19. D'autant que la chute probable du gouvernement lors du vote de confiance au parlement organisé le 8 septembre, deux jours plus tôt, et la planification par les syndicats d'une journée d'action le 18 balisent le terrain en avance pour prévenir qu'il s'engage sur la voie d'une dynamique de « grève de masse » massive.

Situation internationale

Nous reproduisons ci-après les deux tracts que nous avons distribué en avril-mai et en juin. Le premier était international et le second à destination des États-Unis au tout début des manifestations spontanées dans les quartiers ouvriers de Los Angeles contre les arrestations brutales et arbitraires de milliers de travailleurs immigrés « illégaux et légaux ». Le premier répondait pour sa part à la déclaration généralisée, par toutes les bourgeoisies nationales, de la course au réarmement et ses implications sur les conditions de vie et de travail qu'elle implique sur le prolétariat international et la réponse qu'elle exige.

Rejeter tous les sacrifices que le capitalisme veut imposer pour préparer sa guerre mondiale généralisée ! (tract international)

Travailleurs de tous les pays, le capitalisme mondial est en train de déclencher une « guerre de classe » massive contre tous. Les attaques sur nos conditions de vie et de travail vont redoubler, redoublent déjà, et il faudra – il faut – y riposter.

Travailleurs de tous les pays, ces combats ne pourront pas être efficaces s'ils restent isolés et dispersés. La seule voie à suivre est celle de l'extension, de la généralisation et de l'unification la plus large possible de toute mobilisation, qu'il s'agisse de grèves, de manifestations de rue, de délégations massives, etc.

Trump et la classe capitaliste américaine nous montrent le seul devenir du capitalisme mondial : une guerre impérialiste généralisée inéluctable. Leur agressivité, leurs provocations et leur cynisme montrent le degré et la gravité dramatiques des contradictions et de l'impasse du capitalisme américain et mondial. La concurrence et les rivalités économiques s'étendent maintenant à la concurrence et aux rivalités impérialistes et militaires directes entre grandes puissances. Les guerres en Ukraine et au Moyen-Orient annoncent la conflagration générale. La crise et la guerre s'alimentent directement l'une l'autre. Tous les travailleurs, tous les prolétaires doivent maintenant payer non seulement pour la crise, comme auparavant, mais aussi pour la préparation de la guerre généralisée.

Face à ses difficultés économiques et impérialistes, en particulier face à la montée en puissance de l'impérialisme de la Chine, la classe capitaliste américaine pense pouvoir surmonter ces difficultés « en faisant payer le reste du monde », grâce à la puissance du dollar et à son hyper-puissance militaire. Ce faisant, elle provoque une aggravation accrue de la crise économique, au point que presque tous les économistes et spécialistes bourgeois prévoient maintenant une récession mondiale. Et elle exacerbe encore plus les antagonismes impérialistes et militaires, au point que tous les pays capitalistes, de l'Europe à l'Asie, en passant par l'Amérique et l'Afrique, augmentent aujourd'hui leur budget de défense et appellent au « réarmement ». 800 milliards d'euros pour « Réarmer l'Europe » ! Qui pour payer ces 800 milliards, sinon les populations et d'abord la classe des travailleurs salariés ?

Là encore, Trump et la classe capitaliste américaine montrent la voie en licenciant brutalement et du jour au lendemain des centaines de milliers de travailleurs du secteur public. Qu'on ne s'y trompe pas, Trump et le capitalisme américain ne font pas exception. Toutes les classes dirigeantes mènent déjà des attaques directes contre les travailleurs, ne serait-ce qu'en raison de la crise économique et de la concurrence mondiale, qui font que des secteurs industriels clés, comme l'industrie automobile par exemple, annoncent des licenciements massifs et une exploitation accrue pour ceux qui gardent leur travail. Nul doute que la guerre des « tarifs » provoquera la même chose en Chine et ailleurs. Partout, des coupes dans les prestations sociales sont prévues et les services publics et sociaux, tels que la santé, sont réduits de manière drastique.

Travailleurs de tous les pays, aucune illusion : seule une dynamique et une « menace » de riposte généralisée et unie de la classe ouvrière peut contraindre les classes dirigeantes capitalistes partout, y compris l' « Administration Trump » ou le pouvoir chinois, à retirer ou à baisser leurs attaques... et à ralentir, au moins un peu, la course vers la guerre mondiale. Car seul le développement de la lutte du prolétariat international peut s'opposer au massacre généralisé d'une troisième guerre mondiale. Il n'y a donc pas d'autre alternative que de rejeter tous ensemble les attaques contre nos conditions de vie et de travail

que le capitalisme mondial veut nous imposer.

Dès que les attaques tombent...

Organisez-vous, quel que soit votre nombre, et appelez vos collègues à vous rejoindre pour préparer la riposte ! **Ne restez pas isolés** chez vous ou ailleurs, n'utilisez vos smartphones et réseaux que pour vous rassembler géographiquement et vous mobiliser collectivement, en privilégiant les « rassemblements physiques » chaque fois qu'ils sont possibles !

Organisez des rassemblements, de véritables assemblées générales – pas de fausses assemblées par internet ou les réseaux ! – **et des délégations massives, des manifestations de rue et dirigez-les vers d'autres lieux de travail !**

Appelez à leur solidarité active et, lorsque c'est possible, appelez-les à vous rejoindre dans les manifestations, les rassemblements, les piquets de grève et même la grève !

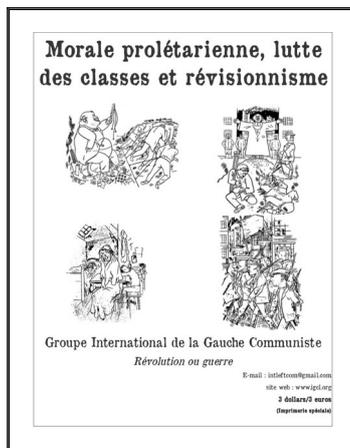
Choisissez les revendications les plus unitaires possibles auxquelles le maximum de travailleurs d'autres lieux de travail et de corporation peuvent adhérer.

Luttes et grèves en masse internationales contre le capitalisme ! Telle est la voie, non seulement pour résister, mais aussi pour en finir avec le capitalisme et la guerre impérialiste.

Il faut se préparer à riposter tous ensemble !

Proletaires de tous les pays, unissez-vous dans la lutte contre le capital !

Groupe International de la Gauche Communiste, 25 avril 2025



Brochures (commande à intleftcom@gmail)

Plateforme du GIGC (2021)

Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC)

La question de la guerre, 1935 (Fraction interne du CCI)

Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes – Klasbatalo)

La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI)

Groupe des Travailleurs Marxistes, Mexique, 1938 (Fraction interne du CCI)

Les syndicats contre la classe ouvrière, 1976 (fac-similé de la brochure du CCI).

Manifestations spontanées à Los Angeles contre la police : s'opposer et combattre les expulsions et licenciements massifs de travailleurs

Les raids de la police de ces dernières semaines pour arrêter les travailleurs immigrés et les expulser du pays font partie d'une attaque contre l'ensemble des travailleurs d'Amérique. Ceux-ci ne peuvent rester indifférents face aux réactions et manifestations spontanées que la population, essentiellement prolétaires, du quartier de Paramount à Los Angeles a menées ces jours-ci.

Tout comme les licenciements du jour au lendemain dans les services publics, la bourgeoisie américaine sous la direction de l'équipe Trump qu'elle s'est choisie, augmente ses attaques ouvertes contre l'ensemble de la classe ouvrière du pays. Et cela au moment où l'inflation repart de plus belle et que les salaires en sont diminués d'autant dans tous les secteurs. Et au moment où le ralentissement de l'économie, aggravé par les politiques anti-ouvrières du gouvernement Trump, annonce des licenciements dans tous les secteurs et une exploitation accrue pour ceux qui gardent leur boulot.

Les manifestations spontanées des 6 et 7 juin à Los Angeles pour s'opposer à la descente de la police et aux arrestations d'ouvriers journaliers cherchant du travail dans un magasin d'outillage sont une première réaction que tout prolétaire doit saluer et avec laquelle il doit se solidariser. Mais si elles restent en l'état, elles seront rapidement défaites par la répression que la bourgeoisie américaine a déjà commencé à utiliser. Deux jours à peine après les premiers affrontements avec la police, le gouvernement a décidé d'envoyer la garde nationale et les *marines* contre les travailleurs. La répression étatique n'est qu'une facette du danger qui guette ces derniers. L'autre facette est la récupération de leur lutte par l'appareil du Parti démocrate et son détournement vers les urnes et le terrain électoral. Soyons clairs, la gauche démocrate et la droite trumpiste travaillent ensemble pour détourner les travailleurs de leur terrain de lutte. L'une représente l'enclume et l'autre le marteau.

Il n'est que deux voies, parallèles, pour faire face efficacement à la répression et aux expulsions : la première est d'organiser des manifestations et des rassemblements les plus massifs possibles dans les quartiers et chercher la solidarité active, voire la participation en masse de salariés d'entreprises des quartiers pour s'opposer à la police et paralyser son action. Cette lutte contre la répression et les déportations sera beaucoup plus efficace si les manifestations de rue sont renforcées par des actions de grève des travailleurs. En outre, les travailleurs et les quartiers d'autres villes du pays devraient entreprendre des actions similaires dans la mesure du possible, car les déportations massives ne toucheront pas uniquement les travailleurs californiens.

S'opposer aux expulsions et déportations d'immigrés, tout comme aux licenciements dans les secteurs publics et autres, peuvent permettre aux prolétaires du pays de se regrouper et d'établir une ligne de défense contre les attaques actuelles et celles, gravissimes, à venir du fait que la classe dominante et son État veulent préparer la guerre généralisée et nous en faire payer la facture. C'est sur ce terrain « de classe », celui des travailleurs et de leurs intérêts, et non celui de la défense de droits démocratiques ou autres, qu'il est possible de résister à l'offensive de la bourgeoisie américaine. C'est aussi sur celui des augmentations de salaires dans tous les secteurs, industriels ou non, syndiqués ou non, travail légal ou non que l'ensemble de la classe ouvrière peut et doit se rassembler.

Non aux arrestations et aux expulsions ! Non aux licenciements ! Augmentation générale des salaires face à l'inflation ! Il n'est qu'une seule « communauté » : celle des travailleurs salariés, quelque que soit leur passeport, leur couleur de peau, leur genre ou encore leur langue.

Pour résister aux attaques et déjouer la répression policière et de l'armée :

- ne pas rester isolé !
- chercher la solidarité dans tous les quartiers !
- manifestation et rassemblements en masse, tous ensemble, tous unis !

Le GIGC, 11 juin 2025

L'alternative droite-gauche, autocrates-démocrates, Trump-antitrump au service et moment de la marche à la guerre impérialiste généralisée

L'article qui suit a été rédigé en juillet dernier. Il ne prend pas donc pas en compte les derniers faits qui ont pu se produire, à une vitesse accélérée, depuis lors. Néanmoins aucun d'entre eux, comme l'accord sur les droits de douane entre les États-Unis et l'Union européenne intervenu entre-temps, nous semble modifier quoique ce soit à l'orientation politique initiale que nous entendons mettre en avant.

« La lutte pour la démocratie représente donc un puissant diversif pour arracher les ouvriers de leur terrain de classe et les entraîner dans les voltiges contradictoires où l'État opère sa métamorphose de démocratie en État fasciste. Le dilemme fascisme-antifascisme agit donc dans l'intérêt exclusif de l'ennemi ; et l'antifascisme, la démocratie chloroformisent les ouvriers pour les laisser ensuite poignarder par les fascistes, étourdissent les prolétaires afin qu'ils ne voient plus le champ et la voie de leur classe. Ce sont ces positions centrales qu'ont marqué de leur sang les prolétaires d'Italie et d'Allemagne. C'est parce que les ouvriers des autres pays ne s'inspirent pas de ces vérités politiques que le capitalisme mondial peut préparer la guerre mondiale. » (Bilan #13, fascisme-démocratie : communisme, 1934)

L'élection de Trump et son *Make America Great Again* semble cristalliser et rassembler la montée générale, voire l'accession au pouvoir, de forces de droite nationaliste, dites « populistes », conservatrices et religieuses, au niveau international. Les six premiers mois de gouvernance Trump ont clairement montré que celui que la bourgeoisie américaine et son appareil d'État se sont choisis comme président, est à la fois le produit d'une situation donnée et un facteur actif, central même, d'accélération du procès menant à la guerre et des attaques contre la classe ouvrière d'Amérique.

Le retour de Trump au pouvoir a définitivement consacré la fin du néolibéralisme, de la soit-disant « mondialisation »¹¹ économique, du libre marché et le retour du protectionnisme et du nationalisme exacerbé. La « mondialisation » avait permis depuis le début du siècle au capital de repousser l'explosion de ses contradictions au moyen des « délocalisations industrielles »¹² et de l'explosion de la dette et des déficits. L'accumulation du capital avait pu se poursuivre, permettant ainsi et aussi d'assurer une stabilité politique et sociale minimale. Jusqu'alors, le discours anti-mondialisation et autoritaire des forces de droite nationaliste, anti-mondialisation, ne correspondait pas aux nécessités globales du capital. Et là où ces forces accédaient au pouvoir, au Brésil (Bolsonaro), en Argentine (Milei), en Hongrie (Orban), cela ne concernait que des pays « secondaires » ou périphériques du point de vue du capital mondial et répondait à des circonstances particulières – essentiellement liées aux faiblesses historiques du capital national. Seule l'Italie de Georgia Meloni semblait

concerner un pays parmi les plus importants de l'Union européenne. Mais dans ce cas, tout comme dans celui de Marine Le Pen en France, le discours et les politiques mises en avant ne diffèrent guère des droites « classiques », auparavant « libérales », au point d'envisager des alliances, voire des fusions entre les partis de droite dite « classique » et dits « populistes »¹³. L'inadaptation d'une grande partie du personnel politique – le Parti démocrate aux États-Unis, la plupart des partis politiques dominants en Europe depuis des décennies, démocrates chrétiens et sociaux-démocrates pour l'essentiel – à la nouvelle situation exige un changement de personnels et de forces politiques, par les partis dits « populistes » et nationalistes en particulier, ou une remise à niveau des anciennes équipes afin qu'elles se dégagent des schémas néo-libéraux et impérialistes du passé. Avec Trump, la bourgeoisie américaine change du jour au lendemain les règles du jeu qu'elle avait elle-même établies et qui ne lui conviennent plus. L'adaptation des anciens partis liés aux décennies de la mondialisation est parfois lente à se réaliser comme le manifestent les indécisions d'une grande partie des appareils et personnels politiques des principales bourgeoisies de l'Union européenne¹⁴. Aujourd'hui, le

¹¹. Par facilité de langage, nous avons repris les formulations bourgeoises telles que « mondialisation », « populisme », etc. Pour ce qui est du premier, c'est bel et bien au 19^e siècle que la « mondialisation » du capitalisme s'effectue.

¹². C'est-à-dire l'exportation de capitaux des pays capitalistes dits « développés » vers ceux dits « sous-développés ».

¹³. Nous n'avons pas les capacités – du moins aujourd'hui – de vérifier pour chaque pays et continent si, et si oui comment, ce phénomène s'exprime sur l'ensemble des continents et pays, en particulier dans les pays dits « démocratiques » comme le Japon et la Corée. Pour ce qui est des régimes « autoritaires », la Chine et la Russie par exemple, le capitalisme national d'État hérité du stalinisme s'est précisément construit sur et à partir d'une économie de guerre et sous la poigne ouvertement dictatoriale du stalinisme. On peut néanmoins relever que l'idéologie poutinienne est très proche des MAGAs trumpiens.

¹⁴. Il n'est que de voir le peu de cas que l'UE fait à ce jour au rapport de Mario Draghi de septembre 2024. Ce rapport préconise, en toute urgence, un plan européen équivalent à celui lancé par Biden, les *Bidenomics*, que l'on peut résumer comme un remake du New Deal lancé par Roosevelt dans les années 1930. Ou encore les hésitations et oppositions pour définir et partager une relance de la production

discours politique des droites nationalistes se retrouve en adéquation avec les nécessités de l'heure. Et son personnel politique, aussi caricatural, provocateur, cynique, vulgaire, corrompu et « ignorant » puisse-t-il être, est bien souvent, selon les pays et leur histoire, le plus à même de personnifier et de porter les nouvelles politiques économiques, politiques et idéologiques que la marche à la guerre généralisée exige.

Il résulte de cette rupture avec le libéralisme économique, la mise en avant de thèmes idéologiques mettant en avant nationalisme, tradition et chrétienté en opposition au soi-disant mondialisme, à la « décadence des mœurs », au wokisme et à l'anti-racisme des politiques antérieures. La mise en place d'une polarisation idéologique est aussi un produit et un facteur de la dynamique de préparation à la guerre.

Enfin, au niveau politique, l'installation d'une fausse – fausse du point de vue de classe du prolétariat – opposition ou alternative entre autoritarisme-libéralisme, dictature-démocratie, quels que soient les choix finaux de chaque bourgeoisie pour les équipes au gouvernement, extrême-droite nationaliste ou partis « démocrates » ou de gauche, vise à enfermer les prolétaires sur le terrain du capital, à prévenir toute lutte de classe significative et, si besoin, à détourner toute lutte ouvrière du terrain des revendications de classe, économiques et politiques, pour celui de la défense de la démocratie. Pour les ouvriers américains, le choix n'est pas entre Trump ou démocratie, entre *King* ou *No king* – que les manifestations organisées par la gauche du parti démocrate vise à imposer – mais entre la défense de leurs propres intérêts de classe et ceux du capital américain quelle que soit l'équipe au pouvoir. Par exemple en faisant de la défense des travailleurs immigrés sujets aux arrestations et expulsions arbitraires et violentes dans les quartiers un moment d'affirmation de l'unité et de la solidarité prolétariennes.

Trump et extrême droite : l'adaptation des appareils politiques d'État à la situation d'aujourd'hui

« En somme, toutes les innovations du fascisme, au point de vue économique, résident dans une accentuation de la "disciplinisation" économique, de la liaison de l'État et des grands Konzerns (nomination de commissaires aux diverses branches de l'économie), de la consécration d'une économie de guerre. La démocratie comme drapeau de la domination capitaliste, ne peut correspondre à une économie acculée par la guerre. (...) Le fascisme allemand ne s'explique ni comme classe distincte du capitalisme, ni comme émanation des classes moyennes exaspérées. Il réalise la forme de domination du capitalisme ne parvenant plus, au travers de la démoc-

et des dépenses militaires qui dépasse à la fois les rivalités au sein de l'UE ou encore sur l'achat, ou non, de matériels de guerre américain avec des fonds européens.

cratie, à relier toutes les classes de la société autour du maintien de ses privilèges. » (Bilan #16, L'écrasement du prolétariat allemand et l'avènement du fascisme, mars 1935)

Le choix par la bourgeoisie de la première puissance capitaliste et impérialiste mondiale d'une équipe de droite nationaliste et religieuse ne peut plus être considéré comme marginal, voire accidentel, encore moins l'expression d'une perte de contrôle politique de la bourgeoisie¹⁵. Le phénomène Trump, ses discours, « ses penseurs » et les politiques mises en place, tant au plan international – impérialiste – qu'au plan interne – contre le prolétariat en Amérique – expriment cette poussée vers des solutions nationalistes et « autoritaires », que les forces bourgeoises de gauche présentent comme « anti-démocratiques ». Mais surtout, ils révèlent l'urgence pour la bourgeoisie américaine à réagir plus vite que ne le faisaient Biden et ses équipes démocrates face à son déclin international et à ses contradictions internes, surtout face au rival chinois. Entre Biden et Trump, il y a peu de ruptures d'ordre impérialiste et économique. Et lorsqu'il y en a, s'opposer à la Russie ou non, développement de l'électricité ou non, elles sont d'ordre tactique. Trump ne fait qu'accélérer, certes brutalement, la mise à niveau de tout l'appareil productif et militaire de l'État américain, relocalisation des industries, protectionnisme et captage par le chantage et la force des capitaux internationaux, pour faire face à la Chine et aux autres rivaux impérialistes. Les droits de douane exigées par Trump sont la continuité du *Inflation Reduction Act* de Biden, qui fut tant décrié par l'Union européenne pour son protectionnisme.

S'attarder sur les différents idéologues tous particulièrement « illuminés », voire exaltés¹⁶, de la technosphère, de la Silicon Valley, peut aider à comprendre pourquoi les géants de la high-tech se sont détournés du parti démocrate et ont rejoint Trump et son « populisme ». Non seulement ont-ils soutenu matériellement la campagne de Trump, mais ils se sont même aventurés à fournir un cadre idéologique au trumpisme, du moins avec le *techno-positivisme*. L'intérêt et la qualité « théorique », de la pensée *libertarienne*, des Peter Thiel, Curtis Yarvin, Marc Andressen¹⁷, pour n'en citer que

¹⁵. C'est, une fois de plus, la position de l'inénarrable CCI : L'élection de Trump « représente un échec cuisant pour la bourgeoisie américaine. » (Ni populisme, ni démocratie bourgeoise...) Le lecteur peut aussi se référer à l'article critique que *Le Prolétaire* #557 dédie à la position du CCI : Le CCI et le « populisme ». Les élections américaines sont-elles « un échec cuisant pour la bourgeoisie américaine » ?

¹⁶. « Soit nous avons l'État mondial de l'Antéchrist, soit nous marchons vers l'Armageddon – « un seul monde ou aucun », « l'Antéchrist ou l'Armageddon », dans une certaine [mesure], sont la même question. » (*New York Times*, Peter Thiel and the AntiChrist, 26 juin 2025)

¹⁷. Extraits : « Notre civilisation s'est construite sur la technologie. Notre civilisation est construite sur la technologie. (...) Nous avons un problème de pauvreté, alors nous inventons la technologie pour créer l'abondance. Donnez-nous un vrai problème mondial et nous inventerons la technologie

quelques uns, à partir de leurs écrits et interviews, sont consternantes de banalités infantiles sur l'Homme, le bien et le mal, voire sur l'antéchrist. Revendiqué par le vice-président JD Vance, le *Manifeste du mouvement techno-optimiste* d'Andressen propose de « devenir des surhommes technologiques » et d'être « le prédateur suprême ». C'est digne de spéculations et délires d'adolescent ébloui par leur propre succès dans la high-tech et qui élaborent des systèmes tout faits et dont ils seraient, de part leur intelligence et l'*Intelligence artificielle*, les démiurges. Passons donc sur l'indigence « théorique » de ces libertariens et autres *techno-positivistes* qui en dit long sur l'affaiblissement historique de la pensée bourgeoise. Thiel reconnaît lui-même rester « attaché aux convictions de [son] adolescence : l'authentique liberté de l'Homme est la condition nécessaire du bien suprême. Je m'érige contre les impôts confiscatoires, le totalitarisme du collectif, et l'idéologie de l'inévitabilité de la mort de chaque individu [sic]!¹⁸. »

Les contradictions du capital américain

Plus intéressants car plus politiques sont les discours et interviews de Stephen Miran et du vice-président JD Vance. Trump a placé le premier à la tête du *Council of Economic Advisor* de son gouvernement pour orienter et dicter la politique économique « disruptive » que la bourgeoisie américaine estime devoir aujourd'hui imposer au monde. Son propos explique à la fois les raisons historiques matérielles des politiques brutales et unilatérales de la bourgeoisie américaine, tant en interne qu'au plan des relations internationales. Il en dit long sur le sentiment d'urgence qui habite ses principales fractions et qui leur ont fait préférer l'imprévisible Trump, devenu le *disruptif*, à la *raisonnable* et rassurante démocrate Kamala Harris.

« En l'absence de rivaux géopolitiques majeurs, les dirigeants américains pensaient pouvoir minimiser l'importance du déclin des installations industrielles. Mais la Chine et la Russie étant des menaces non seulement commerciales mais aussi sécuritaires, il est de nouveau nécessaire de disposer d'un secteur manufacturier robuste et bien diversifié. Si vous n'avez pas de chaînes d'approvisionnement pour produire des armes et des systèmes de défense, vous n'avez pas de sécurité nationale¹⁹. »

qui le résoudra. (...) Nous croyons que l'intelligence est le moteur ultime du progrès. L'intelligence améliore tout. Les personnes et les sociétés intelligentes sont plus performantes que les sociétés moins intelligentes dans pratiquement tous les domaines que nous pouvons mesurer. L'intelligence est l'héritage de l'humanité ; nous devons la développer aussi pleinement et largement que possible. » (Marc Anderssen, *Manifeste du mouvement techno-optimiste* in *L'empire de l'ombre*, Le grand continent, Gallimard).

¹⁸. Peter Thiel, *L'éducation d'un libertarien*, traduit par *Le Grand Continent* dans *L'empire de l'ombre*, Gallimard.

¹⁹. Stephan Miran, *Stephan Miran, A User's Guide to Restructuring the Global Trading System*, https://www.hudsonbaycapital.com/documents/FG/hudsonbay/research/638199_A_Users_Guide_to_Restructuring_the_Global_Trading_System.pdf (traduit par *Le grand*

Il ne fait guère de doute que l'ensemble de la bourgeoisie américaine, parti démocrate compris, se retrouve sur ce constat. N'est-ce pas à cette situation, *assurer la sécurité nationale* – c'est-à-dire préparer la guerre –, que les *Bidenomics* entendaient répondre ? La différence avec les démocrates est que les trumpistes les plus éclairés sont conscients de l'urgence à « résoudre », ou repousser, la contradiction dans laquelle se retrouve aujourd'hui le capitalisme américain. Du fait de sa puissance et centralité internationale, il concentre et matérialise directement le point le plus haut auquel les contradictions du capitalisme mondial sont parvenues aujourd'hui, à savoir une surproduction généralisée et des difficultés croissantes pour réaliser la plus-value extorquée au travail salarié. Pour le capital américain, ces contradictions se manifestent en particulier par un endettement public et privé exponentiel pour essayer de rester « compétitif » face aux rivaux d'un côté et les risques tout aussi croissants de cet endettement abyssal de l'autre. L'urgence se manifeste en particulier, pas uniquement, dans le fait que le service de la dette américaine, ce que l'État américain doit payer annuellement pour « honorer sa dette », dépasse aujourd'hui le budget de la défense. Pour la bourgeoisie américaine, la contradiction devient aiguë et – pour utiliser un mot à la mode – quasi *existentielle* : d'un côté il faudrait un dollar faible pour pouvoir produire aux États-Unis des marchandises dont le prix puisse rivaliser a minima sur le marché mondial, américain compris. De l'autre, il faut financer le déficit et la dette – que le *Big Beautiful Bill*²⁰ de Trump vient encore de relancer au grand dam d'Elon Musk – en attirant les capitaux étrangers. Or cela nécessite que le dollar reste relativement fort et que les prêteurs gardent suffisamment confiance dans les capacités américaines à assurer le service de sa dette. Jusqu'alors, l'endettement américain semblait illimité par le simple fait que le dollar était la monnaie de réserve internationale et que la banque centrale, la *Fed*, pouvait en imprimer autant qu'elle voulait. Aujourd'hui, l'impasse économique du capitalisme mondial et les poussées vers la guerre généralisée qu'elle provoque ont fini de rendre obsolètes les recettes d'hier. La bourgeoisie américaine a pris conscience que les politiques monétaires et financières du passé, celles-là même qui

continent)

²⁰. La *One Big Beautiful Bill* de Trump que le Sénat et la chambre des représentants américains viennent d'adopter devrait accroître le déficit américain de 3800 milliards de dollars supplémentaires, et cela malgré des coupes drastiques dans les dépenses sociales, médical et le programme d'aide alimentaire SNAP. Outre des réductions d'impôts pour les plus riches, cette loi prévoit que « Les dépenses liées à la sécurité nationale seraient quant à elles portées à plus de 1 000 milliards de dollars par an (+ 13 % par rapport à leurs niveaux actuels), dont une augmentation de 113 milliards pour le budget du Pentagone. » (*Le grand continent*, <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/05/21/les-mesures-fiscales-du-nouveau-budget-de-trump-creuserait-le-deficit-de-pres-de-4-000-milliards-de-dollars-dici-2034/>)

avait permis de surmonter la crise de 2008, ont au final accentué encore plus l'affaiblissement historique du capital américain. Plus grave même, les politiques plus « classiques », c'est-à-dire plus lentes à mettre en œuvre et devenir efficaces (du point de vue de la bourgeoisie américaine), menées par l'équipe démocrate de Biden n'ont pas permis d'inverser la tendance au déclin tant économique et industriel vis-à-vis des rivaux et de la Chine en particulier – comme le montre le déficit commercial américain²¹. Pour Miran, le capitalisme américain se retrouve devant une contradiction :

« En synthèse, le statut de monnaie de réserve de l'Amérique fait peser le fardeau d'une monnaie surévaluée érodant la compétitivité de notre secteur exportateur, ce qui est contrebalancé par les avantages géopolitiques qu'apporte l'extraterritorialité financière en matière de réalisation des objectifs fondamentaux de sécurité nationale, à un coût minimal. Le compromis se situe donc entre la compétitivité des exportations et la projection de puissance financière. Parce que la projection de puissance est inextricable de l'ordre de sécurité mondial que l'Amérique souscrit, nous devons comprendre la question du statut de réserve comme intimement liée à la sécurité nationale. L'Amérique fournit un bouclier de défense mondial aux démocraties libérales, et en échange, l'Amérique reçoit les avantages du statut de réserve – et, comme nous le faisons aujourd'hui, les fardeaux. Ce lien aide à expliquer pourquoi le président Trump considère que les autres nations profitent de l'Amérique à la fois en matière de défense et de commerce : le parapluie de défense et nos déficits commerciaux sont liés, par le biais de la monnaie. » (nous soulignons)

Les propositions **politiques** – et non économiques – avancées par Miran montrent clairement qu'il ne s'agit plus pour la bourgeoisie américaine de tenter de repousser les effets des contradictions économiques du capital, comme en 2008 par exemple, mais de s'assurer de l'accès par la force et la violence – *in fine* la guerre – à l'unique canot de survie du Titanic au détriment de tous les autres. Dans l'immédiat, elles ne sont rien d'autre qu'un racket pur et simple, en particulier sur les « alliés » européens et asiatiques, les États de l'Union Européenne, le Japon, la Corée... :

« Comment les États-Unis peuvent-ils obtenir l'accord de leurs partenaires commerciaux et de sécurité ? Tout d'abord, il y a le bâton des tarifs douaniers. Ensuite, il y a la carotte du parapluie de défense et le risque de le perdre. Troisièmement, les banques centrales disposent de nombreux outils pour aider à fournir des liquidités face à un risque de taux d'intérêt plus élevé. (...) Une telle architecture marquerait un changement sur les marchés mondiaux aussi important que Bretton Woods ou sa fin. Elle verrait nos partenaires commerciaux

²¹. « Le déficit commercial des États-Unis s'est élevé sur l'année 2024 à près de 920 milliards de dollars, en hausse de plus de 17% sur un an (+133 milliards de dollars), selon les données publiées mercredi par le département du Commerce. » (Le figaro, Le déficit commercial américain se creuse à 920 milliards de dollars en 2024, 5 février 2025.)

supporter une part accrue du fardeau du financement de la sécurité mondiale, et les moyens de financement passeraient par un dollar plus faible, réaffectant la demande globale aux États-Unis et une réaffectation du risque de taux d'intérêt des contribuables américains aux contribuables étrangers. Elle délimiterait également plus clairement les lignes du parapluie de défense américain, supprimant une certaine incertitude quant à savoir qui est ou n'est pas éligible à la protection. » (nous soulignons)

C'est clair. L'impérialisme américain veut avoir le beurre et l'argent du beurre. Il vise à garder « les avantages » extravagants du dollar tout puissant, en menaçant toute velléité d'y substituer une autre monnaie comme le renminbi chinois ou l'euro. Et il appelle, « ordonne » est plus exact, les alliés, européens, japonais et coréens en particulier, à prendre en charge le poids des « fardeaux » du maintien du dollar, sous le chantage – digne de la mafia – de ne plus assurer les récalcitrants de la protection nucléaire américaine. Il est loin le temps des G7 et autres conclaves des puissances occidentales qui prenaient le temps de se réunir et de discuter l'établissement de règles monétaires, financières et commerciales. Le temps presse et la bourgeoisie américaine ne cherche plus à masquer ses diktats par quelques concessions diplomatiques. L'heure est aux chantages et aux ultimatum. La grossièreté et la vulgarité du promoteur immobilier Trump sont plus adaptées que l'élégance et la politesse – supposées – des diplomates démocrates à la Antony Blinken. La bourgeoisie américaine réussira-t-elle à imposer ce qui s'apparente à un véritable tribut et une vassalisation définitive des européens²² ? Nul doute que c'est là un des enjeux de l'antagonisme entre les deux continents et de l'agressivité – inimaginable il y a peu encore – dont fait preuve l'administration Trump vis-à-vis de l'Europe et que le discours violent et provocateur du vice-président J.D. Vance à Munich en février 2025 avait annoncé.

Le discours soi-disant « pro-ouvrier » des trumpistes et des droites dites « illibérales »

Car il s'avère que le vice-président JD Vance joue un rôle central dans l'offensive tout azimut de la bourgeoisie américaine, ne serait-ce qu'en y fournissant une cohérence idéologique et politique à la réindustrialisation et à l'innovation dans l'high-tech, et une finalité : « la sécurité nationale », autrement dit la préparation à la guerre impérialiste²³.

« Notre classe dirigeante avait en effet deux idées préconçues sur la mondialisation. La première consistait à penser que

²². Ce texte fut écrit avant « l'accord » commercial entre l'Union européenne et les États-Unis sur les droites de douane annoncé par Trump et Ursula Von Leyen sur le terrain de golf écossais du premier dans une de ces scènes d'humiliation publique dont Trump s'est fait le champion.

²³. En cela, le discours trumpien n'est pas différent du discours démocrate de Biden.

nous pouvions séparer la fabrication des choses de leur conception. Le présupposé de cette mondialisation était que les pays riches progresseraient dans la chaîne de valeur, tandis que les pays pauvres fabriqueraient les choses les plus simples. (...) Mais il s'avère qu'en s'améliorant au bas de la chaîne de valeur, ils ont également commencé à nous rattraper : nous avons été écrasés par les deux bouts.

C'était le premier présupposé de la mondialisation. Le second était que la main-d'œuvre bon marché serait fondamentalement une béquille. Or si c'est une béquille, elle inhibe l'innovation. Je dirais même que c'est une drogue à laquelle trop d'entreprises américaines sont devenues addictes. Si nous fabriquons un produit à moindre coût, c'est qu'il est devenu plus facile de le faire plutôt que d'innover. Qu'il s'agisse de délocaliser des usines dans des économies où la main-d'œuvre est bon marché ou d'importer de la main-d'œuvre bon marché par le biais de notre système d'immigration, la main-d'œuvre bon marché est devenue la drogue des économies occidentales. (...)

Mais l'objectif fondamental qui est au principe de la politique économique du président Trump, c'est de **défaire quarante années de politique économique ratée dans ce pays**. Pendant trop longtemps, nous sommes devenus dépendants de la main-d'œuvre bon marché – à la fois à l'étranger et en l'important dans notre propre pays. Nous sommes devenus paresseux. Nous avons sur-réglementé nos industries au lieu de les soutenir. Nous avons surtaxé nos innovateurs au lieu de faciliter la création de grandes entreprises. Et nous avons rendu beaucoup trop difficile la construction et l'investissement aux États-Unis d'Amérique. (...)

Nous pensons que les droits de douane sont un outil nécessaire pour protéger nos emplois et nos industries des autres pays, ainsi que la valeur de la main d'œuvre de nos travailleurs dans un marché mondialisé. En fait, combinés à la bonne technologie, ils nous permettent de ramener des emplois aux États-Unis d'Amérique et de créer les emplois de demain²⁴. » (nous soulignons)

Le dernier paragraphe ne diffère en rien du discours avancé par l'administration Biden et de l'objectif des *Bidenomics*. Mais qui était le mieux placé pour « défaire quarante années de politique économique ratée » ? Le parti démocrate et Kamala Harris, les clans Clinton, Obama et Biden, qui ont été formés et ont porté et adhéré durant des décennies au « libéralisme » et à la « mondialisation » ? La vieille garde du parti républicain, Bush et compagnie, que Trump a réussi à supplanter et éliminer du parti ? Ou bien ceux qui n'y ont jamais adhéré, ou alors par simple opportunisme politicien, voire s'y sont toujours opposés, à savoir les courants réactionnaires isolationnistes, tel le *Tea Party* des années Obama, que Trump a su incarner et rassembler ? Et dont l'idéologie nationaliste, protectionniste, réactionnaire, et même raciste de toujours correspond au moment actuel ?

Il convient ici de s'arrêter, rapidement, sur l'argumentation avancée tant par JD Vance que par l'administration Biden sur, pour reprendre les termes de Vance, *l'addiction du capital américain à la main d'œuvre bon marché*. Ce serait réducteur et passer à côté de la question que de réduire ses propos à la simple démagogie – réelle – afin de s'assurer les voix d'une fraction de la classe ouvrière lors des élections, ou encore au simple objectif – tout aussi réel – pour gagner le plus large soutien ouvrier à la préparation pour la guerre généralisée. La nécessité pour le capital américain de « ré-industrialiser » sur son sol – pour préparer la guerre, rappelons-le – ne peut se faire en oubliant totalement la loi de la valeur, même si c'est au prix d'une spirale infernale dans l'endettement.

Vance relève le lien qui existe entre « innovation » technologique, y compris dans l'*Intelligence artificielle*, « ré-industrialisation » sur le sol américain et une main d'œuvre formée et éduquée – donc « mieux payée ». La bourgeoisie américaine, du moins ses secteurs aujourd'hui trumpiens, est consciente qu'il lui faut des salariés capables de mettre en œuvre les techniques et outils modernes que la high-tech est en train de développer. Il y a donc aussi un intérêt « économique », pour le capital américain comme un tout, à se débarrasser aujourd'hui de la « main d'œuvre bon marché », non formée, non éduquée, qui vient s'ajouter à l'intérêt politique de classe : diviser au maximum le prolétariat comme un tout entre secteurs ouvriers qualifiés et non qualifiés. Ce fut exactement la même politique que mena Roosevelt dans les années 1930 avec l'aide des syndicats, regroupant les ouvriers qualifiés de l'industrie, en contre-partie de leur intégration définitive dans l'appareil d'État.

La violence, la brutalité, l'arrogance, le mépris, l'humiliation, le racisme – tout cela est à dégueuler – que la bourgeoisie américaine utilise contre les secteurs immigrés, ou supposés tels du fait de la couleur de leur peau, ne répond pas à un simple dévoiement raciste ou autre de Trump. Il s'agit bel et bien d'une politique générale anti-ouvrière, d'une première attaque directe, massive et d'ampleur contre l'ensemble du prolétariat aux États-Unis dans la course vers la guerre dont JD Vance nous présente la « cohérence ».

« C'est pour toutes ces raisons que le président aborde la question de l'immigration clandestine de manière aussi agressive qu'il l'a fait, parce qu'il sait qu'une main-d'œuvre bon marché ne peut se substituer aux gains de productivité qui découlent de l'innovation économique. » (*idem*)

Les politiques trumpiennes, et plus généralement des droites nationalistes, signent donc au plan économique la fin de la « mondialisation » ; au plan idéologique, le retour du nationalisme et du prétendu « anti-étatisme » démocratique à la mode libertarienne ; et au

²⁴. Discours de JD Vance à l'*American Dynamism Summit*, mars 2025.

plan politique, la transgression des règles classiques de la démocratie bourgeoise en faveur d'un exécutif sans contre-pouvoir, prêt à utiliser la répression la plus brutale, y compris en violant la Constitution américaine elle-même, et apte à prendre des décisions dans l'urgence et à des attaques sans précédent contre le prolétariat. Le parallèle avec les années 1930 vaut le détour :

« *Le fascisme canalise tous les contrastes qui mettent en danger le capitalisme et les dirige vers sa consolidation. Il contient le désir de calme du petit bourgeois, l'exaspération du chômeur affamé, la haine aveugle de l'ouvrier désorienté et surtout la volonté capitaliste d'éliminer tout élément de perturbation d'une économie militarisée, de réduire au minimum les frais d'entretien d'une armée de chômeurs permanents*²⁵. »

Pour beaucoup, idéologues et politiciens bourgeois, gauchistes en particulier, mais aussi parfois au sein du camp révolutionnaire, le fait que des secteurs importants de la classe ouvrière votent pour Trump, Meloni ou encore Marine Le Pen en France, serait le signe d'une dynamique de recul et même de dissolution encore plus accentuée du prolétariat en tant que classe exploitée et révolutionnaire à la fois. Nous avons déjà eu l'occasion²⁶ de rappeler que le fait qu'un tiers d'ouvriers inscrits sur les listes électorales puissent voter pour des formations de droite n'était pas un phénomène nouveau. Loin s'en faut. On peut même dire qu'il s'agit d'une constante. Dans les années 1960 par exemple, 30 % des ouvriers votaient pour le parti républicain aux États-Unis ou pour le parti gaulliste en France. Rien de fondamentalement changé donc. Les statistiques des bureaux de vote ne manifestent pas de véritable mouvement qui exprimerait une dynamique particulière de recul du sentiment de classe. Par contre, il est vrai que les ouvriers les plus désorientés et les moins combattifs sont d'autant plus attirés vers l'expression d'une colère aveugle, aigrie et même haineuse, raciste en particulier, que le prolétariat comme un tout ne réussit pas à afficher et « offrir » une quelconque alternative de classe, encore moins une perspective révolutionnaire, en dehors de quelques rares épisodes de

lutte. Nous savons aussi que c'est précisément dans la lutte ouvrière de masse que les électeurs ouvriers votant pour la droite, Trump et autres, et ceux votant pour la gauche, pourront rejoindre l'ensemble de la classe dans la lutte collective.

La montée des forces de droite, parfois dites « radicales », n'a donc rien d'irrationnel ou d'accidentel. Elle répond aux nécessités de l'heure pour le capital comme un tout au point que les politiques menées par Biden allaient dans le même sens. Et qu'il est tout aussi probable que des forces politiques plus classiques vont aussi chercher à les mettre en place. Politiquement, c'est-à-dire du point de vue du prolétariat, le danger n'est pas dans l'arrivée au pouvoir de forces de droite radicale en soi, mais dans la mise en place d'une alternative a-classiste, illibéral-libéral, autoritarisme-démocratie, droite-gauche, toutes formes modernes du faux – du point de vue de classe, - dilemme fascisme-antifascisme. L'alternative et la confrontation opposent politiques anti-ouvrières pour marcher à la guerre et résistance de classe à ces attaques.

Dans les années 1930, le fascisme en Allemagne-Italie et le Front populaire en France-Espagne-Belgique, loin de s'exclure l'un l'autre, représentaient deux moments du même processus vers la guerre. Le dilemme fascisme-antifascisme fut le dernier facteur décisif de la défaite idéologique du prolétariat international et de sa dispersion-division face au capital. Sans en faire un schéma absolu qui serait appelé à se répéter dans les mêmes termes – les différences sont nombreuses entre les années 1930 et aujourd'hui –, l'enjeu historique tourne essentiellement autour de la capacité du prolétariat à établir des lignes de défense face aux attaques qui viennent, quelque soit la couleur des gouvernements, à s'y regrouper et s'y unir dans les luttes, les grèves et les manifestations et à ne pas tomber dans le piège de la défense de la démocratie et de l'anti-fascisme ou anti-King Trump. Ce n'est qu'à partir de ces lignes que le cours vers la guerre pourra être freiné, puis renversé, pour ouvrir la voie de l'insurrection, de la destruction de l'État capitaliste et de l'établissement de la dictature du prolétariat.

RL, juillet 2025

²⁵. Bilan #16, op.cit.

²⁶. cf. Révolution ou guerre #8, *Après les élections législatives en France, quelle signification et quelles implications pour le prolétariat français et international* (30 juin 2017), note 6 : « Dans les années 1960 et les décennies qui les ont suivies, il y avait déjà autour de 30% d'ouvriers qui votait pour De Gaulle et la droite nationaliste et autoritaire qu'il représentait. Le vote des " cols bleus " en faveur de Marine Le Pen est de ce point de vue moins important que celui pour De Gaulle dans les années 1960... juste avant et après la grève massive de mai 1968. Aux États-Unis, 'dans les élections de 1980 et 1984, Reagan avait rassemblé 61% des votes de la classe ouvrière blanche comparé aux 35% pour ses opposants démocrates, Jimmy Carter and Walter Mondale.' » (The Decline of the White Working Class and the Rise of a Mass Upper Middle Class, Ruy Teixeira, Brookings Working Paper, April 2008, traduit par nous, https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/04_demographics_teixeira.pdf) Rien de nouveau donc, ni de qualitativement différent, dans le vote " blue collar " pro-Trump contrairement aux campagnes médiatiques sur le sujet. »

Dans la guerre des droits de douane, le prolétariat paiera la facture si... (Battaglia Comunista)

Nous reproduisons ci-après un article publié dans Battaglia Comunista, journal de la TCI en Italie, qui nous semble venir compléter notre article précédent sur le populisme d'extrême-droite et le trumpisme. Il fournit à grands traits la genèse et l'historique des contradictions économiques du capitalisme depuis la fin de la reconstruction d'après-guerre dans les années 1960 jusqu'à aujourd'hui et explique pourquoi et comment la bourgeoisie américaine se lance dans des politiques protectionnistes et agressives tant vis-à-vis des rivaux impérialistes, la Chine au premier chef, mais aussi vis-à-vis des « alliés » occidentaux, qui n'en restent pas moins des rivaux économiques. Mais surtout, il montre comment l'exacerbation de ces contradictions « économiques » ne peut, à son tour, qu' « exacerbe[r] les conflits impérialistes et une nette tendance à la guerre mondiale. » Le lecteur habitué à nous lire sait à quel point nous insistons, depuis notre constitution comme groupe, sur cette question et sur l'alternative révolution ou guerre.

Que la principale organisation du camp prolétarien défende clairement cette perspective, ouvre de fait une dynamique de regroupement « objective » des forces – groupes, cercles et individus – les plus vives et dynamiques du camp prolétarien et de la Gauche communiste autour de cette analyse générale et des orientations politiques qui en découlent. Que nous ne partagions pas nécessairement le cadre théorique des crises du capital – Grossmann-Mattick – avancé par la TCI et que certains de nos membres – nous ne sommes pas homogènes sur la question – estiment que le texte réduit trop les contradictions du capital et leurs expression à la seule baisse du taux de profit, n'enlèvent rien à la valeur et justesse politiques, donc de classe, de l'article que nous faisons nôtre.

« Cher amie, je vous écris...²⁷ »

C'est ainsi que commence, plus ou moins, la lettre envoyée par Trump à Von der Leyen, dans laquelle le président américain annonce l'imposition d'un droit de douane de 30 % sur les produits européens importés aux États-Unis, en plus des droits de douane globaux non moins élevés sur les voitures, l'aluminium et l'acier.

La lettre était attendue, mais les mesures annoncées vont bien au-delà des pires craintes de Bruxelles, qui s'attendait à des droits de douane d'environ 10 %. Il se peut que l'arrogance américaine fasse partie de la tactique habituelle de Trump, qui consiste à faire feu de tout bois pour arriver à un « accord » à un niveau inférieur, ce qui reste très problématique pour celui qui subit la sanction. Il n'en reste pas moins que cette attitude est révélatrice d'une accélération de l'agressivité de l'impérialisme américain à l'égard de ses ennemis comme de ses « amis ». Tout cela montre à son tour la profondeur de la crise à laquelle est confronté le capitalisme made in USA et, plus généralement, le processus d'accumulation à l'échelle mondiale. Cette crise ne date pas d'aujourd'hui, ni même de 2007/2008 avec le cyclone des subprimes. Elle remonte à plus d'un demi-siècle, lorsque, au début des années 1970, la baisse du taux de profit devint plus évidente et déclencha une série de bouleversements et de changements dans l'économie mondiale, avec toutes les conséquences que nous connaissons aujourd'hui. Hier comme aujourd'hui, la crise a démontré – et démontre – clairement que dans le monde du capital, impérialiste depuis plus

d'un siècle, il n'y a pas d'amitiés désintéressées, mais seulement des rapports de force, où l'on n'hésite pas à piétiner ses « amis » pour défendre et imposer ses propres intérêts. Ce que fait aujourd'hui l'administration américaine relève de la même logique rapace que les mesures prises par les administrations précédentes, mais le contexte s'est aujourd'hui aggravé à plusieurs égards.

Le 15 août 1971, Nixon a plus ou moins pris acte de la fin du boom du cycle ascendant de l'après-guerre et l'ouverture d'une nouvelle phase historique, l'actuelle, dominée précisément par des taux de profit bas ou du moins insuffisants, malgré toutes les mesures mises en œuvre par la bourgeoisie internationale au cours des cinquante dernières années. Ensuite, Washington dénonça les accords de Bretton Woods (1944), en découplant le dollar de l'étalon-or, en le dévaluant et en imposant des taxes à l'importation sur les produits étrangers. Les États-Unis avaient « découvert » que leur économie avait perdu sa fameuse compétitivité par rapport à celle des pays « amis » (Allemagne, Japon, Italie, etc.), et ils ont donc commencé à se décharger de leurs difficultés sur l'étranger. De nombreux « amis » et « alliés » se sont soudain retrouvés avec des masses de dollars dévalués et ont subi une augmentation du prix de leurs marchandises sur le marché américain. Le choc fut rude, et l'une des conséquences en fut l'augmentation du chômage et de l'inflation. Comme toujours, dans une crise, si la bourgeoisie – ou certains de ses secteurs – attrape un rhume (grave ou non), la classe ouvrière attrape une pneumonie, parce qu'elle est exposée, nécessairement peu vêtue, aux vents glacés de la crise par « sa propre » bourgeoisie.

Nous ne nous attarderons pas sur les implications du 15 août 1971, car cela nous mènerait trop loin, et de toute

²⁷. En fait la lettre de Trump du 11 juillet est adressée à Ursula Von der Leyen et commence ainsi : « Chère madame la Présidente, C'est un grand honneur pour moi de vous adresser cette lettre... » [note du GIGC]

façon la question a été abondamment traitée dans notre presse depuis lors. Ce qui nous intéresse ici, c'est de mettre en évidence le caractère prédateur et génétiquement violent de l'impérialisme, c'est-à-dire du capital.

Toujours en 1973, après la guerre du Kippour entre Israël et les pays arabes, les États-Unis ont passé un accord avec l'Arabie Saoudite pour augmenter le prix du pétrole, ce qui a eu pour double résultat de saper les capitalismes « nationaux » concurrents (encore le Japon, l'Europe...) et de renforcer le « privilège exorbitant » du dollar, monnaie utilisée dans les échanges internationaux mais imprimée par la Réserve fédérale, avec tout ce que cela implique en termes économiques et donc impérialistes.

Malgré ces mesures, l'« économie réelle » des États-Unis a eu du mal à retrouver son élan d'après-guerre. Les produits étrangers ont continué à occuper une part de plus en plus importante du marché américain. Ainsi, avec l'« Accord du Plaza » (New York, 1985), Reagan imposa une forte dévaluation du dollar aux pays du G5 de l'époque et au Canada – jusqu'à 51% par rapport au yen – dans le but de rendre les produits américains plus compétitifs.

Les tours de passe-passe financiers et monétaires peuvent donner des bouffées d'oxygène momentanées aux poumons fatigués du capital, déplacer les problèmes dans le temps et dans l'espace, c'est-à-dire le problème de fond – la baisse du taux de profit –, mais ils ne le résolvent pas. Au contraire, ils en amplifient l'ampleur. La croissance anormale de la spéculation financière et l'intensification, sous quelque forme que ce soit, de l'exploitation de la force de travail n'ont pas ranimé les « esprits vitaux » du marché, elles ont plutôt animé puissamment les aspects les plus brutaux et les plus destructeurs du marché lui-même. En d'autres termes, elles ont brusquement accéléré les tendances à la guerre généralisée, seule « solution » à ses contradictions dont dispose le capital.

De plus, alors que les possibilités de gestion politique de la crise se sont progressivement réduites, à commencer par les espaces du réformisme/keynésianisme, on voit l'apparition d'un personnel politique directement issu des bas-fonds de la bourgeoisie, toujours présent, précisons-le, mais jusqu'à hier relégué parmi les membres les moins présentables de la famille, pour leur brutalité, leur grossièreté et leur vulgarité : des personnages à mi-chemin entre la « l'idiote du café » et le caïd de quartier. Mais face à l'aggravation de la crise, les bonnes manières ne comptent pas. Les Trump, les Milei, et leurs semblables, sont l'expression d'une bourgeoisie qui a de plus en plus de mal à gérer son propre monde.

Et Trump ne connaît pas les « bonnes manières » d'un

Biden ou d'un Obama – qui avaient déjà fait appel au protectionnisme et causé de gros problèmes aux « alliés » –, au point de susciter la perplexité et l'inquiétude même dans une partie de la grande bourgeoisie américaine, celle-là même qui a prêté une main déterminante à Dieu en faisant de lui l'Élu (ne l'a-t-il pas sauvé d'une tentative d'assassinat ?). Son administration, et les gouvernements démocrates qui l'ont précédée, ont bien compris que la domination impérialiste sur le monde ne peut s'exercer sans le soutien d'une base manufacturière solide et technologiquement avancée. Cette base a été fortement affaiblie depuis les années 1970, en raison des délocalisations, mais la domination du dollar et le pouvoir excessif des fonds spéculatifs géants doivent être soutenus par une supériorité militaire écrasante. Cela nous ramène au tout début de ce jeu de l'oie, suppose un appareil industriel à la hauteur. Les tarifs douaniers sont censés faire cela : forcer les « amis » comme les ennemis à ouvrir des usines aux États-Unis – ce qui se fait depuis des années, mais pas au rythme souhaité par le MAGA –, à acheter encore plus d'armes, à souscrire des obligations d'État à très long terme, à supporter patiemment la dévaluation du dollar, à permettre, par exemple, l'entrée sur le marché européen de produits agroalimentaires bourrés de produits chimiques nocifs, à supprimer les taxes, même modestes, sur les géants de l'internet et, plus généralement, sur les entreprises américaines. C'est ce qu'a fait le G7 en juillet, en s'inclinant devant le « Parrain » qui, depuis la Maison Blanche, fait au monde entier des « deals qu'il ne peut pas refuser », parce qu'il met sur la table des « négociations » non pas un fusil, mais des bombardiers B-2, des milliers d'armes nucléaires et un marché qu'il est très difficile d'ignorer. Compte tenu de la configuration du système capitaliste mondial au cours des dernières décennies, il est pour le moins douteux que les droits de douane puissent, à eux seuls, faire revivre l'Amérique industrielle des années 1950 et 1960. Par contre, il est certain qu'ils font peser un lourd fardeau sur les capitaux rivaux, ce qui, à son tour, exacerbe les conflits impérialistes et une nette tendance à la guerre mondiale.

Pendant ce temps, le président milliardaire, celui qui se présente comme l'ami des ouvriers américains, a repris la politique entamée lors de son premier mandat – et laissée essentiellement intacte par Biden – en confirmant les réductions d'impôts pour les riches et les entreprises, en prétendant croire que la richesse ainsi épargnée par les millionnaires et les milliardaires se répercutera sur les revenus, ce qui, bien sûr, ne s'est jamais produit. Au contraire, cette richesse est également alimentée par des coupes dans le maigre système de protection sociale existant – soins de santé, bons d'alimentation et système éducatif – en particulier dans les régions les plus pauvres du pays, celles des secteurs les

plus démunis et les plus opprimés du prolétariat – nous parlons de dizaines de millions de personnes. Il leur « donne », pour ainsi dire, une aumône, en abolissant les taxes sur les pourboires versés aux travailleurs, par exemple dans l'industrie de la restauration, et sur les heures supplémentaires. Il s'agit en fait d'une « petite aumône », non pas pour la classe ouvrière, mais pour les patrons, qui évitent ainsi d'avoir à puiser dans leur poche pour augmenter les salaires. Une somme dérisoire, en échange de la destruction des soins de santé, des écoles, de l'environnement, des perspectives d'avenir de millions de jeunes, et plus encore.

Mais que fait la bourgeoisie européenne ? Jusqu'à présent²⁸, elle se contente de crachats et de coups de poing, incapable de surmonter les égoïsmes nationaux, de se doter d'un véritable État, avec tout ce que cela implique. Les penseurs de la bourgeoisie, à commencer par Draghi, prêchent que l'UE doit surmonter les divisions paralysantes. Mais tandis que Draghi raisonne du point de vue du capital « européen », le capital « national » peine à transcender ses horizons étroits. Dans ce climat, diverses formes de nationalisme populiste prospèrent, véritables chevaux de Troie de l'impérialisme américain, qui s'est toujours immiscé dans les affaires des autres pour les influencer, y compris naturellement l'Italie. Alors qu'il avait autrefois recours au massacre de personnes sans défense par l'intermédiaire des services dits « voyous » et de leurs hommes de main fascistes, les descendants politiques de ce milieu meurtrier sont aujourd'hui à la tête de gouvernements et détiennent de nombreux sièges au sein des parlements. Pour saboter l'émergence d'une plus grande autonomie politique par rapport à Washington et, à terme, d'un véritable État européen impérialiste, il n'est pas nécessaire, pour l'instant, de faire exploser des trains ou de laisser tuer des politiciens indésirables (comme Aldo Moro)²⁹ : les forces populistes et fascistes de droite suffisent amplement à la tâche.

Ce que fait la bourgeoisie nous intéresse, bien sûr, mais moins que ce que fait le prolétariat. Dans cette guerre économique jusqu'ici asymétrique entre bourgeoisies, c'est la classe salariée qui est appelée à en payer la fac-

ture, présente et future.

Les réductions d'impôts pour les riches ont déjà été évoquées. En ce qui concerne les bouleversements provoqués par les droits de douane (et le réarmement qui en découle), la fédération des syndicats européens a émis l'hypothèse qu'en cas de droits de douane « modérés », au moins 700 000 emplois seraient menacés en Europe ; pour la seule Italie, qui exporte beaucoup vers les États-Unis, entre 100 et 180 000. Mais cela ne suffit pas : si, comme l'a dit, entre autres, le président de la Confindustria [le Medef italien, NdT], aux droits de 10% ventilés début juillet, il faut ajouter la dévaluation du dollar de 13% qui a eu lieu au cours des derniers mois, cela signifie que le droit de douane réel est de 23%. Imaginez que des droits plus élevés soient déclenchés le 1er août ! Où les patrons iront-ils chercher la compétitivité perdue au profit des amis poilus de Washington ? Pas besoin d'un prix Nobel d'économie (bourgeoise), il suffit d'un simple et sain instinct de classe pour comprendre tout de suite que les salaires, les rythmes et charges de travail, la précarité seront appelés, comme et plus qu'avant, à colmater les brèches dans les profits nationaux. D'ailleurs, un article de l'agence Reuters – cité par *Il Corriere della Sera* – affirme que derrière la résilience (mot tellement à la mode et un peu cliché...) de l'économie chinoise aux devoirs du tchou-tchou américain « *il y a une vie de baisses de salaires et de doubles et triples emplois* » (revue en ligne du *Corriere della Sera*, 16 juillet 2025). Rien d'étonnant à cela.

Pendant des décennies, notre classe n'a pas répondu ou a répondu trop faiblement à l'attaque systématique de la bourgeoisie internationale. Nous avons dit à maintes reprises pourquoi cette passivité substantielle existe, et nous sommes bien conscients qu'il n'est pas facile de remonter la pente, mais il n'y a pas d'alternative. Soit le prolétariat cesse d'être le géant endormi qu'il est, soit il est destiné à être encore plus écrasé par les mécanismes du capital, jusqu'à ce qu'il se retrouve dans le hachoir de la guerre impérialiste, comme c'est malheureusement déjà le cas pour des segments du prolétariat et des masses déshéritées du monde.

Ceux qui se placent du point de vue de la classe, donc du point de vue du dépassement révolutionnaire de cette société décadente et meurtrière, ne peuvent pas rester à la fenêtre, ne peuvent pas laisser le capital et ses représentants – plus ou moins sordides, plus ou moins « bons » – nous entraîner dans leur abîme de mort et de destruction planétaire.

Cb, *Battaglia Comunista*, 16 juillet 2025

(Traduction de la version italienne par le GIGC)

²⁸. L'article a été écrit avant les accords du 27 juillet annoncés lors de la rencontre entre Von der Leyen et Trump sur son terrain de golf en Écosse, note du GIGC.

²⁹. Aldo Moro (1916-78) était membre du Parti démocrate-chrétien italien et a été cinq fois Premier ministre de l'Italie. Promoteur du « compromis historique » avec le Parti communiste italien, il a été kidnappé par les Brigades rouges en 1978. Les démocrates-chrétiens et les communistes ont refusé de négocier sa libération et son corps a été retrouvé 55 jours plus tard, le 9 mai 1978. C'était pendant les « années de plomb », lorsque toutes sortes d'opérations sales avaient cours dans la politique italienne de la guerre froide, comme la loge maçonnique P2 et l'« opération Gladio », un complot de la droite visant à empêcher le Parti communiste d'accéder au pouvoir. Depuis lors, de nombreuses théories et théories du complot ont été avancées au sujet de « l'affaire Moro ».

Débat au sein du camp prolétarien

Lettre de Barbaria sur nos commentaires critiques sur ses thèses programmatiques

Nous publions ici des extraits de la lettre que le groupe Barbaria nous a envoyée suite à notre prise de position critique sur ses thèses programmatiques. Nous les avons reproduites, en deux parties, dans nos numéros 29 et 30 assorties de nos commentaires critiques. Nous ne pouvons pas publier en entier la réponse de neuf pages des camarades du fait des limites de pagination de notre revue. Nous les avons avertis et leur avons envoyé notre proposition afin de recevoir leur avis. Nous avons choisi de publier les extraits traitant des sujets auxquels nous avons décidé de répondre dans notre propre réponse. La lecture favorise ainsi, nous semble-t-il, la réflexion et le débat suivi sur des questions que nous estimons centrales aujourd'hui pour le camp prolétarien, pour « le parti en devenir », et en vue de la plus grande unité programmatique et politique possible pour le parti de demain.

Nous avons donc laissé dans cette version imprimée les extraits de la lettre des camarades qui traitent de la question de la revendication historique des courants de la Gauche communiste et de l'intervention du parti dans la lutte des classes. Elles nous semblent être prioritaires dans le processus de reconfiguration du camp prolétarien d'une part et de rassemblement-regroupement des forces révolutionnaires émergentes d'autre part.

Pour le lecteur qui s'interrogerait sur les autres questions, nous avons aussi choisi de la reproduire in extenso sur notre site web et notre propre courrier relève les points d'accord et de clarification que Barbaria confirme dans son courrier : principalement sur les « frontières de classe » et sur le « camp prolétarien » dont les camarades reconnaissent l'existence et la nécessité. Les extraits que nous avons retirés, portent sur la décadence du capitalisme, conception que les camarades rejettent ; et sur la question du féminisme dont nous partageons la position de classe – le féminisme comme « courant bourgeois par essence » – tout en rejetant que « le patriarcat [soit] structurel au capitalisme »³⁰. Tant vis-à-vis de la confrontation de nos positions à celles de Barbaria que vis-à-vis de la clarification générale au sein du camp prolétarien, il ne nous semble pas que ces questions soient aujourd'hui prioritaires, ne serait-ce que parce qu'elles ne conduisent pas, dans les circonstances actuelles, à des axes d'intervention vis-à-vis du prolétariat qui seraient divergents.

Par contre, nous sommes convaincus que la question du rapport parti-classe, ou plus précisément de l'intervention des groupes communistes, du parti demain, dans la lutte des classes, et leur capacité à se hisser à la direction politique des « grèves en masse » que le capital aux abois et accélérant sa marche à la guerre, est contraint de provoquer afin que le prolétariat comme un tout accepte les sacrifices toujours plus violents pour la défense du capital national. Clarifier au mieux la question de l'intervention du parti – et des groupes communistes d'aujourd'hui – est une clé des affrontements massifs entre les classes qui vont décider de la révolution prolétarienne internationale ou de la guerre impérialiste généralisée.

Lettre de Barbaria – réponse à nos commentaires (extraits)

Chers camarades,

Merci beaucoup pour votre critique, qui comme vous le dites est utile pour que nous puissions revenir à notre texte programmatique. Tout cela est fait dans le but de confronter nos thèses et d'aider à un processus plus général de clarification et de décantation vers les positions de classe et prolétariennes d'autres camarades.

Tout au long de votre texte, vous suivez l'ordre de notre texte et vous le critiquez. Comme vous le soulignez, le problème de cette méthode est qu'elle ne permet pas une discussion et une confrontation des positions plus générales, et que dans certains cas ce que vous soulignez est corrigé par ce qui est dit plus loin. Nous comprenons les raisons que vous évoquez, mais nous allons essayer d'aborder les questions plus générales que vous soulevez, car nous pensons que cela facilitera la discussion et son éventuelle poursuite.

Nous considérons qu'il s'agit d'une critique rigoureuse et, contrairement à d'autres critiques que nous avons reçues d'autres groupes de la gauche communiste (nous pensons aux critiques que nous avons reçues du CCI ou du groupe bordiguiste *El Comunista*), elle se fait à partir de ce que nous soutenons dans notre texte. Et quand vous n'êtes pas sûrs de quelque chose, vous le soulignez. Juste une précision qui est évidemment due au fait que vous ne comprenez pas le sens de cette phrase, lorsque dans notre commentaire sur la thèse 3 vous soulignez que :

« Nous pensons que c'est une erreur de considérer que les forces nationalistes, que nous imaginons être des forces d'extrême droite, comme le capital international, peuvent remettre en cause la souveraineté des États. »

Lorsque nous parlons de forces nationalistes qui remettent en cause la souveraineté des États à l'intérieur

³⁰. Cette position est contraire à celle que Marx défend : « Dans la subordination formelle du travail au capital, (...) la contrainte au surtravail (...) purifie le système d'exploitation de tous ses éléments patriarcaux et politiques, voire religieux. » Ou encore : « lorsque les rapports de domination et de subordination se substituent à l'esclavage, au servage, au vasselage, au patriarcat... » (Matériaux pour l'économie, Marx in La Pléiade, vol. II, p.371-372)

de leurs frontières, nous ne faisons pas référence à des forces d'extrême droite mais à des nationalismes tels que le catalan, le basque, l'écossais, etc. qui remettent en cause les États actuellement existants. Et ils veulent évidemment construire d'autres États bourgeois comme alternatives. Notre critique de tout mouvement nationaliste, en tant que courant bourgeois et contre-révolutionnaire, est évidemment implacable. Et nous l'avons fait dans de nombreux textes contre le processus nationaliste catalan. Et, évidemment, il n'y a pas d'opposition entre État et capital. L'État bourgeois est toujours au service des intérêts de la reproduction du capital en général. Il ne peut y avoir de capitalisme sans État, comme le démontre clairement Milei actuellement en Argentine, malgré ses approches « libertaires ».

Bon, passons maintenant aux questions plus générales de critique, depuis celles qui nous semblent moins importantes jusqu'à celles qui, selon nous, constituent des raisons de différence entre nos deux groupes.

Matérialisme historique

Tout d'abord, une introduction au sens de nos thèses. Il s'agit du premier document programmatique sur lequel nous avons travaillé collectivement tout au long de l'année politique 2023-2024. Il s'agit évidemment d'un document synthétique et moins développé que votre Plateforme Politique. L'une des raisons en est que tout au long de chacune des thèses, dans la version en espagnol, nous nous référons à différents articles pour approfondir la réflexion et clarifier ce que nous voulons dire. Dans les versions restantes (actuellement en français, anglais et catalan), une bibliographie ultérieure est fournie pour donner des informations complémentaires sur chacun des sujets. Comme vous le soulignez dans le texte, l'une des significations de ces Thèses est l'intégration de camarades dans notre groupe. Mais le processus d'intégration ne se limite évidemment pas à la discussion des Thèses. Celles-ci établissent le cadre général de la discussion. Mais cela continue avec l'ensemble des textes qui sont signalés et qui nous permettent d'approfondir le processus d'intégration dans nos positions.

À partir de là, vous soulevez plusieurs critiques. Le fait que nous partions de l'individu dans certaines de nos références. Il s'agit en réalité plus d'une question de style, d'expression des Thèses, que de contenu. De toute évidence, vous avez raison dans ce que vous soulignez par rapport au contenu. En tant que matérialistes historiques, nous ne partons jamais des individus, mais des rapports sociaux de production dans lesquelles vivent les gens, ce qui implique une division antagoniste entre les classes sociales (depuis la naissance des sociétés de classes jusqu'à leur dissolution dans le communisme, dans ce que Bordiga a appelé l'arc histo-

rique de l'espèce) pour produire et reproduire leur vie. Ce sont des aspects que, de manière plus systématique, nous avons développés dans un texte sur le sujet et que vous pouvez lire ici. Nous pensons que notre position est ici clairement définie et que, au-delà des malentendus dans la formulation, notre position est claire.

De même, en référence aux militants historiques dans le camp prolétarien, nous les désignons comme des militants éminents de partis, d'organisations ou de fractions de notre classe. Mais sans jamais les séparer de ces organisations, comme expressions de ces minorités révolutionnaires qui expriment le sens communiste du mouvement de notre classe. Tout comme vous le faites dans votre Plateforme programmatique lorsque vous faites référence à Marx ou à Engels, à Lénine ou à Rosa Luxemburg. Nous nous revendiquons de la lutte politique et programmatique que nos camarades historiques de la Ligue communiste ont menée à faveur des positions communistes au sein de la Première Internationale, du développement des factions de gauche dans la Deuxième Internationale qui ont formé la base (les bolcheviks *in primis*) pour la fondation de la Troisième Internationale, et des minorités de la gauche communiste qui ont combattu l'opportunisme d'abord et la dégénérescence contre-révolutionnaire de la Troisième Internationale plus tard. Et, à cet égard, nous nous revendiquons avant tout (mais pas exclusivement comme vous) de la gauche italienne. Et surtout, du travail des camarades autour de Bilan dans les années 1930, des nombreux travaux de Bordiga dans l'après-guerre, ou du travail d'opposition à la dérive auto-proclamationniste du Programma Comunista par des camarades comme Camatte ou Dangeville en 1964-1966, des oppositions antisyndicales et contre le proclamationnisme formel menées par de larges pans des sections françaises du PCINT et de ses groupes scandinaves en 1971, ou enfin, à la bataille menée par Suzanne Voute et le groupe de Marseille, avec les camarades de la section de Turin, qui donna plus tard naissance au groupe autour de la revue n+1, contre la dérive « marxiste-léniniste et troisième-internationaliste » du PCINT avant son explosion en 1982 (*l'éclatement*). Nous avons développé cette explication plus clairement dans cette lettre à un camarade français.

Tout cela pour souligner que nous nous situons sur le terrain de la gauche communiste : pas exclusivement italienne, puisque nous revendiquons les combats d'autres courants comme la gauche germano-hollandaise ou de camarades et de groupes qui ont rompu avec la dérive contre-révolutionnaire du trotskisme dans l'après-guerre et ont mené une bataille organisée pour lui), mais principalement de la gauche italienne : de ces groupes qui voient le potentiel de la gauche communiste comme l'équilibre nécessaire des limites de la Troisième Internationale, et de la nécessité d'aller

au-delà, donc, du troisième-internationalisme. Quand vous prétendez faire exclusivement partie de la gauche italienne, nous y voyons un problème, car vous homogénéisez un mouvement qui a connu en son sein des discussions et des polémiques de clarification sur lesquelles il est nécessaire de prendre position. En partie, dans la lettre indiquée, nous le faisons brièvement en relation avec certains des principaux débats qui ont traversé la gauche italienne dans son histoire. (...)

Parti et classe : ni volontarisme ni fatalisme

Enfin, dans votre lettre, vous soulignez la deuxième différence importante dans :

« *La difficulté de saisir le rapport entre parti et classe dans la tradition de la Gauche communiste en Italie, qui se reflète dans une sous-estimation du rôle du parti comme organe dirigeant ou avant-garde politique dans la lutte prolétarienne, dans la dynamique de la grève de masse, laissant la porte ouverte à des expressions – voire à une pratique d'intervention – de nature conseilliste.* »

Votre préoccupation porte sur deux aspects que vous avez détectés comme un danger dans le milieu prolétarien, comme vous le soulignez dans votre Plateforme politique :

« *Par conséquent, le GIIC fait de la lutte contre les expressions directes ou indirectes de cette vision dans le camp prolétarien, à savoir l'économisme et le conseillisme, l'une de ses priorités.* »

Nous sommes d'accord avec les deux préoccupations. L'économisme et l'ouvriérisme sont incapables de s'élever au-dessus du localisme et donc d'assumer l'approfondissement et la généralisation nécessaires qu'implique la lutte pour le communisme. Le conseillisme est une expression de tout cela, qui oppose également au parti le développement du prolétariat en tant que classe. Lorsque, en réalité, le parti est l'organe de la classe qui incarne son programme historique, il existe une unité dialectique, mais non une identité, entre classe et parti. Nier cette unité dans le mouvement et dans le processus signifie nous désarmer en tant que révolutionnaires pour ce qui sont nos tâches essentielles d'un point de vue programmatique.

Nous ne voyons donc pas de risque de conseillisme dans ce que nous défendons. Ce que nous observons, c'est une différence dans ce que vous indiquez comme étant le rapport entre classe et parti, ce qui implique pour nous un problème de volontarisme de votre part. On s'explique mieux.

Comme vous le soulignez au point 4 de votre Plateforme :

« *La particularité du prolétariat par rapport à toutes les autres classes révolutionnaires du passé est qu'il est à la fois une classe révolutionnaire et une classe exploitée. Précisément parce qu'elle est la classe exploitée par le capitalisme, et donc la dernière classe exploitée de l'histoire, elle est une*

classe révolutionnaire. En tant que classe exploitée et sans aucun pouvoir dans la société capitaliste, si ce n'est celui de vendre sa force de travail au capital, le prolétariat est soumis aux 'idées de la classe dominante', à l'idéologie bourgeoise, bien qu'il soit aussi la classe 'd'où surgit la conscience qu'une révolution radicale est nécessaire, la conscience communiste' (K. Marx, L'idéologie allemande). Ce n'est que dans les rares périodes révolutionnaires où l'ensemble du prolétariat lutte en masse que 'l'engendrement de cette conscience communiste en masse' (idem) ou conscience de classe, tend – et ne tend qu'à se produire – c'est-à-dire à se répandre plus ou moins dans les masses prolétariennes, par l'expérience même de la lutte de classe et par la propagande et l'intervention active du parti – à défaut, des groupes communistes. »

Dans ce passage, ce qui est essentiel pour nous, c'est ce que vous dites sur le fait que c'est seulement pendant ces rares moments où le prolétariat lutte en masse que cette conscience de masse peut être engendrée en masse. Prise de conscience qui, évidemment, implique son extension dans les rangs du prolétariat et la généralisation et l'approfondissement de son contenu programmatique grâce au travail du parti de classe. C'est pourquoi l'analyse de la contre-révolution et des limites qu'elle a imposées à l'action de classe est si importante. Lorsque nous parlons d'auto-organisation des luttes du prolétariat, nous ne reflétons pas une thèse anti-parti ou qui sépare l'action de classe de celle des minorités révolutionnaires. Ce que nous soutenons, c'est que l'auto-activité du prolétariat est fondamentale, car elle, en étendant sa lutte à travers des grèves de masse, brise la canalisation vers l'État et le capital opérée par les partis et les syndicats de la gauche du capital. C'est-à-dire que la constitution du prolétariat comme classe et comme parti est le résultat de la généralisation et de l'extension de la lutte de classe elle-même. Cela n'implique évidemment pas de notre part une vision fataliste à la manière de Kautsky. Nous n'attendons pas le jour X où la révolution surgira pour que le parti de classe se développe. Autrement, cela n'aurait aucun sens pour nous de travailler sans cesse à l'élaboration de positions révolutionnaires, de récupération doctrinale et de lien avec notre fil historique, de débats et de luttes pour la centralisation avec d'autres minorités communistes, d'intervention dans les processus de lutte de classe qui tendent à s'étendre et à briser, même si ce n'est qu'initialement et avec beaucoup de contradictions, les chaînes de la paix sociale du capital. Or, il ne s'agit pas de nous considérer comme des cultivateurs de grèves (Marc Chiric) ou comme des moteurs de la lutte des classes (Suzanne Voute), cela a été l'un des grands problèmes des minorités révolutionnaires qui nous ont précédés. C'est-à-dire la tentative de forcer des situations de lutte de classe, des situations révolutionnaires par notre intervention et notre direction im-

médiate dans les luttes. C'est ce que la gauche italienne a dénoncé en temps réel devant la majorité de la Troisième Internationale, la voie opportuniste qui a conduit à la recherche d'une majorité dans la classe ouvrière à tout prix. Au lieu d'attendre que la prochaine vague de lutte de classe se développe à travers la maturation lente mais sûre du prolétariat. Comme le soulignait la gauche en 1925, cela n'implique aucun fatalisme :

« Nous pouvons et devons attendre les masses, mais le parti ne pourra pas, s'il ne veut pas la défaite, les faire attendre : c'est ainsi qu'il posera le formidable problème qui pèse sur nous tous, alors que la bourgeoisie reste debout au milieu de sa crise. » (Bordiga, La Question Trotsky, 1925).

Ou c'est ce qu'impliquait encore une fois la polémique menée par Bordiga à propos de l'immédiateté et de l'activisme présents dans les positions de Damen dans le débat qui divisait la gauche italienne en 1952. Et cela avec le refus à juste titre de Damen des luttes de libération nationale et, plus tard, du syndicalisme (positions qu'il ne défendait pas initialement et que Vercesi soulevait dès le début dans le débat). Cela impliquait cependant un profond défaut d'analyse de la situation de la part des secteurs qui persisteraient désormais avec la publication de *Battaglia*. C'est-à-dire la croyance qu'une bonne tactique ou une bonne politique suffisait à renverser la situation politique du moment. C'est la leçon que nous voulons tirer des débats de l'époque, en établissant la continuité nécessaire à cet égard. C'est pourquoi nous pensons que lorsque vous dites que « chaque noyau communiste doit intervenir là où il est et là où il le peut et lutter pour la direction politique des luttes locales et immédiates », vous répétez le vice que nous dénonçons plus haut.

Il ne faut évidemment pas attendre passivement que la classe se développe. C'est une tâche impossible qui ne sera jamais accomplie. Il est essentiel de se mettre en rapport avec les processus de lutte de classe existants, d'y participer, d'influencer et d'éclairer les minorités qui s'éveillent dans ces processus, d'essayer de pousser le mouvement le plus loin possible (comme indiqué dans le Manifeste). Bien sûr, nous ne sommes pas des conseillers de la lutte des classes à la manière conseilliste, mais cela ne signifie pas que dans cette époque encore contre-révolutionnaire (bien qu'indubitablement érodée) nous puissions nous donner pour tâche de diriger les processus de la lutte des classes. Cette tâche est préparée par le développement même de la lutte des classes. Nos tâches au début doivent être combatives, lutter pour expliquer la perspective communiste et contre les faux raccourcis que la gauche du capital nous propose toujours. Le contraire, outre une compréhension inadéquate du moment historique, comporte toujours le risque de l'opportunisme et de l'adaptation à l'état de conscience du prolétariat. Ce qui est, aujourd'hui, inévitablement limité. C'est cette posi-

tion que nous avons essayé d'expliquer dans ce cahier (disponible également en anglais) à partir du schéma que Bordiga développe sur l'inversion de la praxis.

Pour terminer cette lettre déjà longue, nous aimerions terminer par ce que vous avez évoqué à propos de la lutte des classes, ce qui est en partie lié à la note précédente. Bien sûr, la lutte des classes est un élément doctrinal fondamental du communisme. Mais comme Marx l'écrivait déjà dans sa lettre à Weydemeyer en 1852 :

« ... En ce qui me concerne, je ne revendique pas le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne ni la lutte entre elles. Bien avant moi, certains historiens bourgeois avaient déjà esquissé le développement historique de cette lutte de classes, et certains économistes bourgeois l'anatomie économique de ces classes. Ce que j'ai contribué à démontrer, c'est : 1) que l'existence des classes n'est liée qu'à certaines phases historiques du développement de la production ; 2) que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ; 3) que cette dictature elle-même n'est rien d'autre que la transition vers l'abolition de toutes les classes et vers une société sans classes ... »

C'est-à-dire que ce qui est fondamental, c'est l'orientation de la lutte des classes vers le communisme. Ou, pour le dire avec les réflexions méthodologiques de la gauche italienne, la lutte des classes est la force motrice d'un processus historique supérieur qui marque la succession entre les formes de production, dans ce cas entre le capitalisme et le communisme comme un mouvement réel qui dépasse l'état actuel des choses. C'est dans ce contexte que nous, communistes, analysons et participons à la lutte des classes.

Il y aurait d'autres questions à traiter ou à continuer de traiter plus en profondeur. Mais nous ne voulons pas trop nous étendre car nous espérons poursuivre la réflexion et l'approfondissement avec vous. Nous comprenons qu'au-delà des différences que vous avez soulignées dans votre lettre, à partir de ce que nous avons essayé de clarifier, pour mieux nous expliquer, et des différences que nous avons également soulignées... ce qui nous unit est l'essentiel : la lutte comme communistes, sur un terrain de classe, pour le développement du parti communiste mondial de demain. traiter plus en profondeur. Mais nous ne voulons pas trop nous étendre car nous espérons poursuivre la réflexion et l'approfondissement avec vous. Nous comprenons qu'au-delà des différences que vous avez soulignées dans votre lettre, à partir de ce que nous avons essayé de clarifier, pour mieux nous expliquer, et des différences que nous avons également soulignées... ce qui nous unit est l'essentiel : la lutte comme communistes, sur un terrain de classe, pour le développement du parti communiste mondial de demain.

Groupe Barbaria, Janvier 2025

Notre réponse à Barbaria

Le 11 mai 2025

Le GIGC à Barbaria,

Chers camarades,

Comme bien souvent, pour ne pas dire « toujours », nous sommes désolés du délai mis pour répondre à votre courrier du 12 février dernier. Après avoir publié vos thèses programmatiques assorties de nos commentaires dans les numéros 29 et 30 de notre revue, nous espérons pouvoir publier votre réponse dans notre numéro 31 de septembre prochain et, si possible, ce courrier – en espérant que le sommaire et l'actualité nous le permettent dans le cadre des 36 pages de notre revue³¹. Vous saluez « *la rigueur de notre critique* ». Nous vous « retournons le compliment ». La méthode que nous essayons d'utiliser nous semble être indispensable pour des débats et des confrontations politiques « efficaces », c'est-à-dire visant à garantir **a minima** l'unité et la capacité d'action du parti politique du prolétariat de demain face au drame historique qui accourt. En particulier, votre souci de vous référer à votre tour à notre plateforme, notre document programmatique, pour répondre à nos commentaires et les critiquer manifeste ce que nous appelons la « méthode de parti », qui est indispensable pour pouvoir exposer et clarifier quels sont les accords et les désaccords et les méthodes ou approches qui les soutiennent. Voilà pourquoi, pour notre part, nous essayons toujours – dans la mesure de nos moyens – de prendre position sur les documents programmatiques, les plateformes politiques, les résolutions de congrès ou de réunion générale des autres groupes communistes.

Nous ne pourrions pas répondre à toutes les questions que votre courrier aborde. Elles sont nombreuses. Nous essaierons de pointer les principaux accords, qui mériteraient vérification et approfondissement, et les désaccords afin de préciser ou de clarifier ce qui appartient à de véritables divergences politiques et ce qui appartient à des malentendus ou à l'utilisation de concepts ou catégories différentes.

1) Les principaux points d'accord et de désaccord

Il est de nombreux points d'accord entre nos deux groupes. Comme vous l'écrivez, le premier et le plus important est celui « *qui nous unit [et qui] est l'essentiel : la lutte comme communistes, sur un terrain de classe, pour le développement du parti communiste mondial de demain.* » Il ne s'agit pas là d'une simple phrase, ni d'une déclaration d'intention ou de bonne volonté. Cette unité se vé-

rifie par le partage des principales positions de classe – ce que nous appelons aussi *frontières de classe*. Nous ne les reprenons pas ici.

Votre lettre vient expliciter et préciser un certain nombre de questions et critiques soulevées par nos commentaires sur les thèses programmatiques. En premier lieu, il convient de prendre acte de notre malentendu quant aux forces « nationalistes » telles qu'elles sont mentionnées dans vos thèses. Nous n'avions pas compris que vous dénonciez, à juste titre, les mouvements indépendantistes catalan, basque ou encore écossais. Dont acte de notre méprise : il ne s'agissait pas des partis d'extrême-droite qui remettraient en question l'État.

En second lieu, nous relevons que vous prenez en compte et semblez partager notre critique de toute démarche individualiste qui partirait de « *l'unité individu* » en lieu et place de « *l'unité classe* », en particulier dans la revendication des courants historiques du passé, à savoir les gauches marxistes au sein des différentes Internationales et fractions de gauche. Néanmoins, et sans vouloir entamer une polémique futile, nous attirons votre attention sur la difficulté – politique selon nous – à transcrire par des formulations claires et rigoureuses votre démarche et vos positions politiques dans les thèses. La rigueur politique dans la rédaction des documents programmatiques et des résolutions de congrès est d'autant plus importante que ces documents engagent l'organisation dans son ensemble, toutes ses parties et ses membres. Ces derniers, sections locales, organes centraux, membres, ne sont pas « libres d'interpréter » comme bon leur semble ces textes et ces positions. Aussi convient-il qu'ils soient le plus précis possible et réduisent autant que faire se peut le champ des diverses compréhensions et positions.

Et en troisième lieu, nous voulons relever tout particulièrement l'accord que nous avons sur la conception du *camp prolétarien* et de sa fonction historique qui « *devrait définir les organisations et les groupes qui luttent pour le développement d'un parti communiste mondial.* » Cette vision ou approche politique nous semble fondamentale aujourd'hui dans le combat pour le parti, qui ne peut passer que par la confrontation et la clarification des positions politiques et programmatiques, contrairement à ceux qui ne voient ou considèrent, en fait réduisent, ce combat à une simple bataille pour le recrutement de nouveaux membres. S'il est vrai que les forces révolutionnaires doivent aussi croître en nombre

³¹. Si nous ne pouvions pas publier les neuf pages de votre lettre et décidions d'en faire des extraits, nous vous avertirons à l'avance dans l'attente de vos remarques éventuelles.

et forces militantes, cette croissance ne peut se faire que sur la base de la clarté et de l'unité politiques réelles si l'on veut que le parti de demain soit efficace et n'explose pas au moindre coup de vent.

Nul doute qu'il y a beaucoup de nuances, voire de différences entre nous, dans la compréhension et la défense des positions de classe comme le démontre notre correspondance. Mais pour nous, il ne fait guère de doute que la trajectoire politique de Barbaria et son effort de réappropriation ont fait qu'il se situe dans le camp prolétarien. C'est donc dans le cadre de cette unité de démarche et convergence programmatiques que nous entendons aborder les divergences entre nous.

Il est plusieurs désaccords. Nous ne pouvons pas tous les citer³². Certains sont à préciser et peuvent relever de malentendus ou de formulations. D'autres sont, nul doute, réels et pourraient même être profonds. Notons néanmoins qu'aucun, du moins en l'état actuel de notre connaissance, nous semble nous opposer ou nous situer sur des côtés opposés des principales barricades, ou batailles, qui opposent les classes aujourd'hui. Parmi les divergences qui apparaissent comme importantes, relevons celle sur la question de la « décadence » du capitalisme, ou encore le caractère de classe de l'anarchisme. Nous ne pouvons pas les aborder dans ce courrier. Pour la première quant à notre position sur la décadence du capitalisme, vous pouvez vous référer à la [critique de la plateforme du CCI](#)³³ – qui fut la base à l'élaboration de notre propre plateforme – et de sa compréhension « économiciste » de la décadence.

La question du racisme et du patriarcat qui seraient "structurels" au capitalisme mériterait un débat et une réflexion de notre part que nous ne pouvons pas engager dans cette lettre, ni dans l'immédiat par manque de force. Nous essaierons de lire vos documents sur le sujet.

2) La revendication historique du combat de la Gauche d'Italie

Notre revendication historique mérite d'être précisée. « *Nous nous revendiquons avant tout (mais pas exclusivement comme vous) de la gauche italienne* », dites-vous. Il y a là un malentendu. « *Parmi les différentes oppositions et*

³². Par exemple, celui qui voit le stalinisme comme "né directement comme organisation contre-révolutionnaire." Il n'en est rien. Si le maoïsme, version particulière du stalinisme, est un produit direct de la contre-révolution, le stalinisme fut d'abord une manifestation et un courant opportuniste particulier qui, à ce dernier titre, provient du mouvement ouvrier. Sa trahison est manifeste à partir de l'adoption du "socialisme dans un seul pays" et définitive, car il s'agit là aussi d'un processus, avec l'adhésion des différents PC à la défense nationale au cours des années 1930. Cette divergence renvoie à notre critique sur la démarche parfois "a-historique" des thèses programmatiques de Barbaria. Sans doute y aurait-il là matière à discussion et clarification sur ce chacun défend ici.

³³. cf. *Révolution ou guerre* 18, <https://igcl.org/Prise-de-position-sur-la-671>

*fractions de gauche au sein de l'IC, puis des différents courants de la Gauche communiste des années 1930 à nos jours, tel le courant de la Gauche dite germano-hollandaise, le GIGC se reconnaît et se revendique du combat exclusif de cette Gauche dite italienne à partir des années 1920 jusqu'à nos jours*³⁴. » En ce sens, nous semblons partager la même démarche. Essayons de la préciser. Pour nous, se revendiquer du combat exclusif de la Gauche d'Italie ne signifie pas que nous ignorons, encore moins rejetons toute valeur ou apport de la part d'autres courants de la Gauche communiste. Nous revendiquer du combat signifie que nous situons la continuité historique, programmatique, politique et **organisationnelle** à partir des différentes batailles, ou moments, de ce processus qu'a pu mener, pour nous limiter à l'après-1917, la Gauche d'Italie.

Donnons un exemple : formellement, la Gauche dite allemande semble avoir eu raison dès 1918-1919, avant tout le monde, sur la question syndicale, alors que la Gauche d'Italie s'est précisément divisée sur cette question que bien plus tard. La scission de 1952 entre les courants dits *Bordiguiste* et *Daméniste* se fit en partie sur celle-ci. Pourtant, si l'on y regarde de plus près, la position du KAPD déclarant les syndicats comme contre-révolutionnaires se basait sur une position opportuniste et qui rejoignait à « front renversé » la position mise en avant par l'Internationale communiste sur la scission syndicale et pour la constitution de syndicats rouges. Le Parti communiste d'Italie combattit cette politique avec raison en défendant le caractère unitaire des organisations syndicales en tant qu' « organisations unitaires » de la classe, c'est-à-dire regroupant tous les travailleurs sur leur lieu de travail quelles que soient leurs positions ou affiliations politiques, pour la lutte quotidienne contre l'exploitation. Aujourd'hui, ces organes **unitaires** de lutte de la classe ne peuvent qu'être les assemblées générales et les conseils ouvriers. En appelant à la formation des AAU et AAU-E sur la base d'une plateforme **politique** « révolutionnaire », le KAPD – la Gauche allemande – en excluait tous les prolétaires ne partageant pas cette position révolutionnaire. Ce faisant, elle créait des organes à moitié-syndicat et à moitié-parti et, surtout, rejoignait la position opportuniste que l'Internationale avait adoptée sur la question et qui participa activement et directement à la division du prolétariat dans les années 1920. Voilà un exemple de la signification de notre revendication exclusive du combat de la Gauche d'Italie. En 1919-1923 sur la question syndicale, nous nous revendiquons de son combat exclusif contre la position opportuniste adoptée par l'IC et par... le KAPD, sans nier les apports particuliers que la Gauche dite germano-hollandaise put faire sur la question syndicale, en

³⁴. Plateforme du GIGC, pt. 3, <http://igcl.org/+Plateforme-politique-du-GIGC+>.

particulier grâce à Pannekoek dans les années ...1930 seulement.

3) Le danger du conseillisme et de l'économisme

Nous voulions surtout préciser dans cette réponse notre critique du conseillisme et de l'économisme que nous portons sur vos thèses. Nous fondons notre position sur la reconnaissance de la grève de masse comme « *comme une forme universelle de la lutte de classe prolétarienne déterminée par le stade actuel du développement capitaliste et des rapports de classe*³⁵. »

D'abord, nous ne limitons pas le conseillisme à la simple sous-estimation du rôle du parti, ni même à sa simple négation. Nous l'étendons aux conceptions économistes que Lénine critiqua dans *Que Faire* et qui considèrent que la conscience de classe – sa profondeur ou *conscience communiste* et non pas son étendue dans les masses selon les moments – est le produit des luttes immédiates, ce qui amène à sous-estimer le rôle de la conscience de classe et des organisations communistes qui la matérialisent et la portent.

Par ailleurs, nous rejetons les conceptions qui attendent un « saut qualitatif » entre lutte économique et lutte politique, que ce saut soit spontané par l'action des masses elles-mêmes subitement « éclairées » par la crise du capital ou autre, ou qu'il soit le résultat de l'action du parti, ne change rien à la vision statique et abstraite de la lutte de classes qui les sous-tend. Dans un cas, l'action des révolutionnaires n'a aucune importance, au mieux sont-ils réduits à la simple propagande et au rôle de « conseillers éclairés et éclairants ». Dans l'autre, les masses ouvrières ne sont qu'une masse apathique, une matière passive, que seule l'intervention du parti peut réveiller³⁶. Dans les deux cas, ces visions séparent la classe et son parti – la classe et ses propres minorités politiques.

Elles ouvrent la porte à la sous-estimation du rôle du parti et des révolutionnaires en tant qu'avant-gardes ou « directions » politiques du prolétariat et ne voient pas le processus même de la lutte des classes dans lequel dimensions économiques et politiques ne sont pas

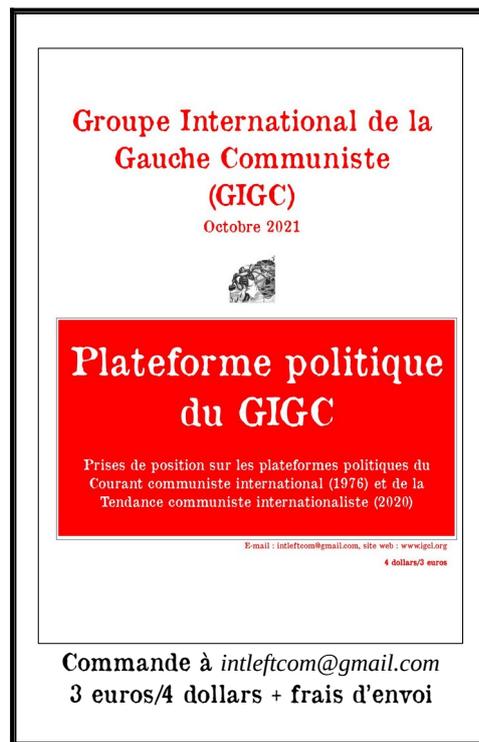
séparées, mais s'entremêlent en permanence, se nourrissent l'une l'autre.

Même la grève ouvrière la plus modeste, la plus petite et limitée géographiquement contient les deux dimensions. La dimension économique apparaît bien évidemment dans les revendications économiques ou la simple réaction à une attaque particulière. La dimension politique s'impose tout aussi directement ne serait-ce que par la présence et l'action des syndicats, c'est-à-dire de l'appareil d'État bourgeois, à laquelle il faut s'affronter et, souvent, par le choix même de la revendication ou des revendications, afin qu'elles soient le plus unitaires possibles et favorisent au mieux la solidarité active d'autres fractions du prolétariat et, surtout, l'extension par leur entrée en lutte à leur tour. Cette compréhension du processus de la *grève de masse* nous éclaire sur le rapport parti-classe.

« *Pour entraîner les couches les plus larges du prolétariat dans une action politique de la social-démocratie, et inversement pour que la social-démocratie [aujourd'hui, les groupes communistes et demain le parti] puisse prendre et garder la direction véritable d'un mouvement de masse, et être à la tête de tout le mouvement au sens politique du terme, il faut qu'elle sache en toute clarté et avec résolution, fournir au prolétariat allemand pour la période des luttes à venir, une tactique et des objectifs*³⁷. »

« Lutter pour la direction politique des luttes locales et immédiates » ne signifie pas « croire qu'une bonne tactique puisse renverser la situation politique du moment », comme vous l'écrivez. Elle signifie que les communistes, en tant qu'avant-garde politique du prolétariat, sont les plus en capacité – par définition – pour comprendre les rapports de force locaux, régionaux, nationaux et internationaux et leurs dynamiques, en particulier immédiates et locales. Ainsi, parce que porteurs du programme

communiste, ils peuvent avancer les mots d'ordre et les orientations les plus adaptés aux besoins de la lutte et des possibilités réelles. Rien n'est garanti. Ils peuvent se tromper dans l'évaluation du rapport de forces et dans les orientations qui devraient correspondre. Leur capacité de « direction politique » se vérifie, ou non, dans les luttes ouvrières. Mais personne d'autre ne



³⁵. Rosa Luxemburg, Grève de masse, partis et syndicats, https://www.marxists.org/francais/luxembur/gr_p_s/greve.htm

³⁶. Dans les cas les plus extrême, cette vision peut amener à réduire la classe ouvrière à la seule existence du parti.

³⁷. *Ibidem*.

peut le faire à leur place. Et si, dans les luttes les plus limitées où les travailleurs « non révolutionnaires », mais à la fois les plus combatifs et les plus « réalistes » (ou conscients), arrivent aussi à percevoir, « sentir », les potentialités et les limites immédiates, il appartient précisément à l'organisation communiste de traduire en orientations et mots d'ordre cette « perception » ouvrière.

Plus concrètement : comment imaginer qu'un membre ouvrier d'un groupe communiste n'ait pas un rôle de premier plan, ne cherche pas à « diriger », sur son lieu de travail lorsqu'il s'agit de lancer une grève ou une mobilisation et de s'opposer aux sabotages syndicaux et gauchistes ? Comment imaginer qu'il, ou elle, ne fasse pas son possible pour que la lutte soit la plus « efficace » possible dans les conditions du moment et du lieu ? Et même, pour répondre à votre préoccupation sur les « gréviculteurs »³⁸, comment imaginer qu'un militant communiste ne cherche pas à assumer un rôle de direction politique, y compris lors d'une fin de lutte ? Par exemple, lorsqu'il s'agit de préserver au maximum l'unité acquise dans la lutte par un retrait le plus collectif possible face à une dynamique du rapport de force s'inversant, quitte même à appeler à la reprise du travail³⁹ ?

« Il serait faux de prétendre qu'un parti révolutionnaire doive être à tout moment pour la lutte, quel que soit le rapport entre les forces favorables et hostiles ; qu'en cas de grève, par exemple, les communistes ne puissent rien préconiser d'autre que sa poursuite illimitée⁴⁰. »

Il en va de même pour une section locale ou territoriale² d'un groupe communiste à l'occasion d'une mobilisation particulière dans telle ou telle entreprise, ville, région et pays. Mais pour que l'intervention communiste soit « efficace », c'est-à-dire adaptée à chaque moment de la lutte, y compris en capacité de l'adapter lorsque la dynamique de lutte se retourne contre les travailleurs, encore faut-il que les groupes communistes sachent apprécier quelle sont les situations historiques, nationales et locales et leur dynamique. La direction politique de la lutte ne se réalise complètement qu'à la condition que les prolétaires, y compris dans une lutte localisée et limitée, reprennent et mettent en pratique les orientations et les mots d'ordre avancés par les communistes. Et, bien sûr, encore faut-il que ces derniers correspondent aux besoins immédiats et généraux de chaque lutte. Pour autant, ce combat est un combat permanent. N'est-ce pas précisément ce que nous montre Vercesi dans son texte sur la Tac-

tique du Comintern que nous avons connu grâce à la traduction en espagnol que vous en avez faite, c'est-à-dire y compris dans une période de reflux historique et de contre-révolution ?

« Notre courant, quant à lui, soutenait que si la situation non révolutionnaire ne permettait pas de lancer le mot d'ordre fondamental de dictature, si donc la question du pouvoir ne se posait plus immédiatement, cela ne signifiait pas qu'il fallait rafistoler le programme du parti. Au contraire, il devait être réaffirmé dans son intégralité sur le plan théorique et propagandiste, tandis que le recul ne pouvait s'effectuer que sur la base des revendications immédiates des masses et de leurs organisations de classe correspondantes⁴¹. »

En ce sens, il nous semble que vous sous-estimez le rôle des minorités communistes dans les luttes immédiates, quelle que soit la période, en tant qu'avant-garde de chaque combat. Même si nous défendons la nécessité du combat permanent pour la **direction politique de toutes** les luttes ouvrières, nous connaissons nos forces réelles et nous ne faisons pas d'illusion sur la capacité d'intervention de l'ensemble des forces communistes d'aujourd'hui, encore moins le GIGC bien sûr, pour pouvoir modifier le rapport de force historique, ni même à pouvoir être **aujourd'hui** un facteur **direct** de la situation historique. Pour intervenir le plus « efficacement » possible dans les luttes immédiates tout en ne tombant pas dans l'activisme, il importe de comprendre au mieux la réalité et la dynamique du cours de la lutte des classes et de définir l'effort d'intervention immédiate dans les luttes en fonction de la situation générale et des capacités militantes des groupes communistes en lien avec l'ensemble de leur activité.

« L'étude et la compréhension des situations sont nécessaires pour prendre des décisions tactiques, parce qu'elles permettent de signaler au mouvement que l'heure de telle action prévue dans toute la mesure du possible a sonné⁴². »

Vouloir participer aux luttes immédiates en tant qu'organisation, ou même militant ouvrier, communiste n'a de sens et ne peut avoir d'autre objet que présenter à chaque moment de toute lutte ouvrière dans laquelle les groupes communistes peuvent « physiquement » intervenir, une alternative concrète aux orientations, mots d'ordre et sabotages syndicaux et gauchistes. Et cela quelle que soit la dynamique de la lutte des classes et la réalité des forces communistes.

Fraternellement, le GIGC

³⁸. Nous ne comprenons pas pourquoi vous définissez Marc Chirik comme un « gréviculteur ».

³⁹. Parfois y compris contre les syndicats radicaux et les gauchistes cherchant à jeter les travailleurs dans l'impasse et l'épuisement d'une « grève jusqu'au-boutiste ».

⁴⁰. Thèses de Lyon, Action et tactique du parti, 1926.

⁴¹. Vercesi, *La Tactique du Comintern*, La question chinoise, 1947, souligné par nous.

⁴². Thèses de Lyon, *Op.cit.*

Histoire du mouvement ouvrier

La tactique du Comintern – fin

Voici la dernière partie du texte de Vercesi sur La tactique du Comintern de 1926 à 1940 que nous avons traduit et publié depuis notre numéro 25 de septembre 2023 – deux ans déjà donc. Il est fort probable que nous en faisons un bilan général dans le prochain numéro. En attendant, il nous faut reconnaître ici que notre traduction dans la revue n'est pas très bonne d'autant que les versions espagnole et anglaise qui était à notre disposition comportent des erreurs, des incompréhensions d'ordre politique et même des contre-sens. Dans l'urgence et la précipitation (comme à chaque fois que nous terminons la revue), nous avons négligé la précision et la vérification des traductions. Nous avons l'intention de vérifier et corriger notre traduction française sur notre site à partir de la version italienne que nous avons finalement trouvées – n'était-elle pas tout simplement disponible sur le site de la TCI ! Nous avertirons aussi le groupe The Communist Party qui l'a traduit en anglais et Barbara qui s'est apparemment basé sur ce dernier pour sa version espagnole, des quelques contresens politiques qui accompagnent leur version.

Les notes de bas de page entre crochets sont de l'équipe de rédaction.

La guerre d'Espagne, prélude à la Seconde Guerre impérialiste mondiale (1936-1940)

La phase de dégénérescence progressive de l'État soviétique et des partis communistes devait inévitablement se conclure par une participation en première ligne au massacre impérialiste, d'abord localisé en Espagne (1936-39), puis étendu au monde entier (1939-45). Ce processus de dégénérescence commença, comme nous l'avons vu, en 1926 avec la création du Comité anglo-russe, et c'est Boukharine qui exprima clairement le changement substantiel et radical intervenu dans les termes programmatiques de la politique de l'État russe et de l'Internationale.

Entre le Front Unique et le Comité Anglo-Russe, la solution de continuité est sans équivoque, brutale⁴³. Le premier s'inscrit dans le cadre des termes classiques de l'antagonisme capitalisme-prolétariat (le prolétariat agissant à travers le parti de classe et l'État révolutionnaire). La divergence entre les oppositions française, autrichienne et allemande, mais surtout la gauche italienne et la direction de l'Internationale se maintient dans le cadre du problème de la tactique à suivre pour favoriser le développement de l'action de classe et du Parti. Le second, le Comité anglo-russe, est dans le cadre de la formule de Boukharine, qui affirme que sa justification réside dans la défense des intérêts *diplomatiques* de l'État russe. Diplomatiques, parce qu'il ne s'agit pas d'une bataille militaire limitée à des événements ponctuels, mais d'un processus politique global. L'approche programmatique ne se situe plus dans le cadre « capitalisme-prolétariat », mais dans celui de « État capitaliste-État soviétique ». Cette nouvelle opposition n'est évidemment pas, et ne saurait être, une

simple modification de formulations qui exprimerait une substance similaire à la précédente. Les critères mêmes de définition de l'État capitaliste et de l'État prolétarien ne sont plus marxistes, mais autres, positivistes et rationalistes, imposés par l'évolution de la situation.

Auparavant, les notions de classe et d'État capitaliste étaient unitaires, synthétiques et dérivées de l'analyse des rapports de production. À partir de 1926, le Comintern procède à une dissociation de la notion de classe et le problème n'est plus celui d'une action tendant à la destruction de l'État qui en matérialise la domination, mais celui d'une action visant à soutenir ou à saper une force capitaliste particulière (qualifiée capitalisme par excellence). Et quelle force capitaliste ? Celle qui entre en conflit avec les intérêts « diplomatiques » de l'État soviétique à ce moment précis de l'évolution internationale.

À l'époque du Comité anglo-russe, les contours de cette politique radicalement opposée ne sont pas encore bien définis, mais le problème est déjà clair : nous avons une divergence entre la défense des intérêts du prolétariat anglais, engagé dans une grande bataille de classe, et les intérêts de l'État russe qui compte sur la Grande-Bretagne pour renforcer la faiblesse de ses positions dans l'évolution antagonique des États sur la scène internationale. Si le soutien apporté aux syndicalistes, présentés aux prolétaires britanniques comme les dirigeants de leur grève et les défenseurs de leurs intérêts, se révèle ensuite être le contraire de ce que l'on en attendait, puisque le gouvernement britannique s'engage dans la lutte contre le gouvernement russe, cela ne change rien à l'altération fondamentale qui s'est produite dans la politique du Comintern et qui devient évidente dans la période du « social-fascisme » lorsqu'il

⁴³. [Nous avons de sérieux doute sur ce que Vercesi a vraiment voulu écrire dans ce passage. En effet, la formule en italien "Tra fronte unico e Comitato anglo-russo la soluzione di continuità è inequivocabile, brutale" que nous avons traduit telle quelle, est directement contredite par la suite du paragraphe.]

s'engage dans la lutte contre la social-démocratie comme force en soi. On ne part plus des objectifs de classe du prolétariat allemand pour en déduire une tactique de lutte simultanée contre la social-démocratie et le fascisme, mais, la première étant élevée au rang d'ennemi numéro un, on se glisse dans une position d'appui à la manœuvre hitlérienne de démantèlement légal des positions occupées dans l'État capitaliste allemand par les démocrates et les sociaux-démocrates. Dans ce cas, il en résultera des bénéfiques « diplomatiques » pour l'État russe, et la cruelle défaite du prolétariat allemand s'accompagna d'une nette amélioration des relations économiques entre la Russie et l'Allemagne.

Après le social-fascisme, le Front populaire et la guerre d'Espagne d'abord, la guerre mondiale ensuite. Le processus d'inversion que connaissent les partis communistes et l'État soviétique va au-delà des limites atteintes par la tactique du social-fascisme, car il s'agit maintenant de rallier les travailleurs à l'appareil d'État capitaliste, pacifiquement en France, par les armes en Espagne d'abord, dans tous les pays ensuite.

La nouvelle politique est présentée non pas sous l'aspect cohérent de lutte contre la force politique capitaliste, expression de la classe bourgeoise dans son ensemble, mais sur la ligne contradictoire qui élève, de temps à autre, la social-démocratie ou le fascisme au rang d'ennemi numéro un, en fonction des besoins de l'évolution de l'État soviétique selon les situations internationales données.

Modification d'abord, falsification et inversion ensuite, ne se limitent pas à la caractérisation de la classe capitaliste mais investissent aussi celle de l'État prolétarien dans le nouveau binôme, que nous avons évoqué, d'État capitaliste-État prolétarien, et qui, à partir de 1926, remplace celui de capitalisme-prolétariat. L'État prolétarien n'est plus celui qui identifie son sort à celui du prolétariat mondial, mais celui dans lequel se personnifie la défense des travailleurs de tous les pays. Jusqu'en 1939, les prolétaires de tous les pays voient leurs intérêts liés aux succès diplomatiques de l'État russe, de 1939 à 1945, les prolétaires donnent leur vie pour les succès militaires de cet État. Quant à la situation des prolétaires russes, elle est tout aussi tragique : d'abord l'exploitation intensive au nom du socialisme, ensuite leur massacre sous la même bannière. En fin de compte, l'évaluation des événements dont nous avons parlé doit donc s'élever à un niveau beaucoup plus élevé que celui limité à la tactique des partis communistes et doit se concentrer non pas sur l'aspect formel et organisationnel des relations entre l'État prolétarien et le parti de classe, mais sur le type concret de ces relations que l'histoire a présenté, pour la première fois, avec la victoire d'octobre 1917 en Russie. État prolétarien et

parti de classe sont des instruments convergents de la lutte du prolétariat révolutionnaire, et l'hypothèse de leur séparation doit être rejetée comme réactionnaire. Il suffit de tirer de la formidable expérience russe les leçons pour établir leur convergence organique en vue de la révolution future. Tel est le problème central auquel nous pensons que notre revue devrait se consacrer, en prenant comme point de départ la politique suivie par l'État russe même dans la période héroïque où Lénine était à sa tête, car notre admiration éclairée pour le grand révolutionnaire ne nous empêche pas d'affirmer catégoriquement que la source de la dégénérescence et du renversement de la révolution russe réside dans la solution insuffisante donnée au problème de la relation organique entre l'État révolutionnaire et le parti de classe, c'est-à-dire au problème de la politique de l'État prolétarien à l'échelle nationale et internationale, insuffisance à son tour inextricablement liée au fait que la question s'est posée pour la première fois en octobre 1917.

Pour comprendre les événements d'Espagne, il faut d'abord se référer à l'élément fondamental de la conception marxiste, au point vital de ce que les Français appellent la « démarche »⁴⁴ de la pensée. Séparer l'essentiel de l'accessoire.

Est-ce parce que dans le camp républicain et antifasciste on parle de socialisme, parce que des centaines de milliers de prolétaires prennent les armes au nom du socialisme, que l'on peut affirmer l'existence de conditions réelles pour cette lutte ? Dans notre préambule, nous avons indiqué que la lutte entre les classes fondamentales, entre le capitalisme et le prolétariat, se déroule, depuis octobre 1917, sur un plan plus élevé que le précédent, et exige du prolétariat qu'il utilise son État révolutionnaire : celui-ci est amené à centraliser sur le front prolétarien les mouvements sociaux qui se déroulent en dehors de ses frontières géographiques ; mais dans la phase de sa dégénérescence, il ne peut procéder à une centralisation similaire qu'à travers une modification radicale qui le ramène à sa position originelle. Sinon, il devient le pôle de la politique de la contre-révolution, comme cela s'est produit d'abord dans la zone antifasciste de l'Espagne, puis dans les pays démocratiques lorsque le mouvement partisan a surgi au cours de la deuxième guerre impérialiste.

Le rôle essentiel dans le secteur antifasciste espagnol a été joué par l'État russe, et non par le parti communiste espagnol, quasiment inexistant.

Notre analyse des événements montrera que ce n'est que sur le fait central imposé par les événements – la guerre – qu'il était possible de procéder à une discrimination de classe et de déterminer en conséquence la

⁴⁴. [En français dans le texte original en italien.]

position du prolétariat révolutionnaire, alors que cette discrimination était impossible à établir à partir des phénomènes annexes, tels que ceux de l'élimination du patron des usines, des partis bourgeois classiques du gouvernement, et même, dans les jours les plus vifs de tempête sociale, de l'élimination du gouvernement lui-même.

Si nous présentons brièvement le film des événements espagnols, nous n'avons pas l'intention d'admettre l'hypothèse qu'une tactique différente du Parti communiste ou de toute autre formation politique aurait pu déterminer une issue différente aux situations. Nous le faisons uniquement pour démontrer en premier lieu que toutes les « initiatives ouvrières » étaient en dernière analyse la seule forme à travers laquelle pouvait subsister – dans ces circonstances déterminées – la classe capitaliste (et elle subsistait politiquement et historiquement même si elle était physiquement absente dans les usines ou habilement dissimulée dans le gouvernement antifasciste, parce qu'elle atteignait son objectif fondamental d'empêcher la classe prolétarienne de s'affirmer sur le problème de la guerre et de l'État) ; et d'autre part pour mettre en évidence les éléments d'une évolution qui – bien que sous des formes moins prononcées – s'est étendue à d'autres pays après la guerre mondiale et s'est exprimée dans la liquidation des patrons des industries nationalisées, soit temporairement, soit définitivement.

Le fait que la gauche italienne ait été le seul courant de gauche à survivre après le cruel carnage qui, après l'épreuve d'Espagne en 1936-1939, s'est étendu au monde entier en 1939-1945, n'est pas dû à des circonstances fortuites. Les partis socialistes et communistes ne pouvaient jouer qu'un rôle farouchement contre-révolutionnaire alors que les situations atteignaient le point final de leur évolution. Mais l'Espagne, c'est aussi le tombeau du trotskisme et des diverses écoles de l'anarchisme et du syndicalisme.

Trotsky, le géant de la « manœuvre », avait même donné une justification théorique à la possibilité pour le prolétariat de s'insérer dans l'antagonisme démocratie-fascisme, en affirmant que l'incapacité historique de la démocratie à se défendre contre le fascisme et la nécessité toujours historique de s'y opposer pouvaient créer la condition d'une intervention du prolétariat, seule classe capable de mener la lutte antifasciste à sa conclusion révolutionnaire. Il était donc inévitable que Trotsky prenne une position de premier plan dans la défense et le développement des « réalisations révolutionnaires », qu'elles soient obtenues dans les usines et à la campagne, ou dans l'organisation de l'armée combattante.

Les anarchistes, pour leur part, s'ils ont su, dans les premiers temps, ne pas compromettre leur « pureté an-

ti-étatique », devaient trouver dans ces événements le terrain d'élection de leurs expériences de « communes libres », de « coopératives libres » et d'« armées libres ». Toutes ces « libertés » aboutissaient à l'autre « liberté », fondamentale celle-là : celle de mener une guerre antifasciste.

La fondation du Parti en Italie s'est accompagnée d'une position claire non seulement sur les problèmes fondamentaux de l'époque, mais aussi sur celui qui surgissait comme reflet du développement de l'offensive fasciste : le dilemme démocratie-fascisme, disait le Parti, s'inscrit dans le cadre de la classe bourgeoise et l'opposition de la classe prolétarienne ne peut se développer qu'en fonction de ses objectifs spécifiques. La lutte pour ces objectifs, même au moment de l'attaque légale ou extra-légale du fascisme, exige la lutte simultanée contre la démocratie et contre le fascisme. La fermeté de notre courant a été confirmée par tout le développement des événements en Espagne qui, pendant la longue et épuisante guerre de trois ans, a vu s'opposer deux armées encadrées dans leurs appareils d'État respectifs, tous deux capitalistes : l'armée de Franco basée sur la structure classique de l'État bourgeois, et l'armée madrilène et catalane dont les audacieuses initiatives économiques et sociales périphériques ne pouvaient que s'inscrire dans une évolution contre-révolutionnaire, car à aucun moment le problème de la création d'une dictature révolutionnaire ne fut posé. Les événements espagnols ont fourni de nombreuses occasions pour réfuter les positions défendues par Trotsky : des batailles militaires remportées par le gouvernement antifasciste il n'en résultait pas une situation favorable à l'affirmation autonome du prolétariat, mais une condition pour renforcer son lien avec l'État capitaliste antifasciste, puisque seule l'efficacité de ce dernier pouvait garantir le succès contre Franco ; argument irréfutable, à partir du moment où on accepte la participation à la guerre.

La confirmation de la position marxiste contre toutes les écoles anarchistes et syndicalistes ne pouvait être plus éclatante. En effet, surtout dans la première période des événements qui ont suivi l'établissement des fronts militaires, d'août 1936 à mai 1937, les conditions étaient très favorables à la réalisation des postulats anarchistes. Face à la désintégration de l'appareil d'État, notamment en Catalogne, à la fuite et à l'élimination des patrons, toutes les initiatives spontanées avaient le champ libre. Et les anarchistes étaient très majoritaires à la tête de l'armée, des syndicats, des coopératives agricoles et industrielles, de l'embryon de réseau étatique à Barcelone même. L'échec ne peut donc être imputé à un inachèvement des conditions objectives. Tandis que le prétexte toujours imputé pour justifier l'échec, à savoir le soutien apporté à Franco par Mussolini et Hitler, ne peut être invoqué par les anarchistes, puisqu'ils appelaient à une intervention

armée des gouvernements capitalistes en faveur des républicains, en réponse à l'intervention fasciste en Espagne. Et qu'au lieu d'une lutte du prolétariat des autres pays contre leurs gouvernements démocratiques respectifs, ils appelaient ces prolétaires à exercer une pression pour l'intervention armée des gouvernements capitalistes en faveur de l'Espagne républicaine, ou au moins à l'envoi d'armes pour le succès de la guerre antifasciste.

Comme nous l'avons dit, la discrimination de classe ne pouvait se faire que sur la base du problème central : la guerre. C'est ce que fit notre courant, et lorsqu'en août 1936, lors d'une réunion du Comité central du P.O.U.M. (Partido Obrero de Unificación Marxista) – le parti d'extrême gauche en Catalogne – notre délégué, présent en tant qu'observateur, exprima l'opinion que nous devrions propager non pas l'idée du massacre des travailleurs enrôlés par Franco, mais l'idée contraire de la fraternisation, les dirigeants de cette organisation « marxiste » déclarèrent catégoriquement qu'une telle propagande méritait la peine de mort.

Comment qualifier d'impérialiste la guerre antifasciste en Espagne, alors qu'il était non seulement impossible mais inconcevable de déterminer les intérêts impérialistes en antagonisme, puisque deux armées d'un même pays étaient impliquées ? Il est incontestable que les événements d'Espagne ont posé, en ce qui concerne la caractérisation de la guerre qui s'y est développée, un problème sans précédent aux marxistes. Mais si aucun précédent historique adéquat ne pouvait être trouvé, la méthode d'analyse marxiste permettait néanmoins d'affirmer que, s'il était vrai qu'aucun intérêt spécifique et impérialiste opposé ne pouvait être identifié dans le duel Franco-Front populaire, le caractère impérialiste tant de la guerre de Franco que de celle du Front populaire résultait incontestablement du fait que ni l'une ni l'autre ne s'appuyaient sur l'organisation dictatoriale et révolutionnaire de l'État prolétarien. La situation était similaire dans le cas de la Catalogne à l'automne 1936 : le dépérissement de l'État catalan, n'étant pas dépassé par l'établissement de l'État prolétarien, ne pouvait connaître qu'une phase (d'ailleurs transitoire) durant laquelle la persistance de la classe bourgeoise au pouvoir s'affirmait non pas physiquement et directement, mais grâce à l'inexistence d'une lutte prolétarienne visant à la fondation de l'État prolétarien.

Dans les deux cas, à partir de la caractérisation de la guerre et de l'État catalan, le caractère impérialiste de la première, le caractère capitaliste du second, ne résulte pas des éléments extérieurs (les enjeux de la guerre, l'appareil de coercition étatique), mais des éléments substantiels qui se condensent dans l'inexistence de l'affirmation de la classe prolétarienne,

laquelle en Espagne n'est pas capable – pas même à travers sa petite minorité – de poser le problème du pouvoir. On a déjà dit que le prolétariat dérive de la négation de la négation du capitalisme, d'une négation qui contient implicitement l'affirmation du contraire. Le Front populaire se retrouve dans un état de simple négation de Franco et il fallait enclencher la négation du Front populaire lui-même pour que la classe prolétarienne puisse s'affirmer. Ce processus de négation ne s'impose évidemment pas sur un plan formaliste et rationaliste, mais résulte dialectiquement de la spécification théorique et politique de la classe prolétarienne. Seule la fixation des objectifs de cette classe pouvait mettre en œuvre le cours de la lutte révolutionnaire contre l'État franquiste, contre les États de Barcelone et de Madrid et contre le capitalisme mondial. C'est d'ailleurs sur ce plan que se situa la grève générale qui éclata en réponse à l'attaque franquiste.

Passons maintenant à l'exposé succinct des faits les plus importants.

Contrairement à d'autres pays, l'Espagne ne connaît pas de révolution bourgeoise. L'organisation féodale de la société espagnole s'annexe d'importants territoires de l'autre côté de la mer, permettant ainsi au clergé et à la noblesse d'accumuler d'énormes richesses. Le mode de production capitaliste qui s'installe dans les centres miniers et industriels du pays n'entraîne pas la chute des castes féodales dominantes, mais – contrairement à la Russie, où l'État tsariste et la bourgeoisie ne fusionnent pas et restent distincts, sans s'opposer – en Espagne, ces castes et l'État s'adaptent aux besoins de l'économie industrialisée, localisée dans quelques centres. Lorsque, à la fin du siècle dernier, l'heure de l'industrialisation sonne pour les anciennes colonies espagnoles, les liens se rompent et l'empire s'effondre.

D'autre part, contrairement à l'Angleterre, l'Espagne ne procède pas à une industrialisation intense du pays en relation avec les possibilités offertes par la possession des colonies, de sorte que lorsque les puissants États capitalistes se forment en Europe, la bourgeoisie espagnole est privée de toute possibilité de s'affirmer dans le domaine de la concurrence internationale.

Non seulement la noblesse et le clergé restent propriétaires des grands domaines, mais ils deviennent également propriétaires des compagnies minières, des banques et des entreprises industrielles et commerciales, tandis que les zones de plus grand développement industriel, la Catalogne et les Asturies, passent en grande partie sous le contrôle de capitaux étrangers, principalement anglais.

Ces précédents historiques déterminent une configuration particulière de la société bourgeoise espagnole dans laquelle le développement de l'industrialisation

est freiné par la persistance des liens féodaux. Le mouvement ouvrier, dans lequel prédominent les anarchistes tant à l'époque de la Première Internationale qu'aujourd'hui, s'en ressent au point que jusqu'à aujourd'hui les conditions pour la constitution d'un parti basé sur des conceptions marxistes ne se sont pas encore présentées. Les bouleversements sociaux qui se sont produits trouvent dans les conditions objectives mentionnées ci-dessus les prémisses d'un climat élevé de lutte, mais l'impossibilité d'une modification radicale de la structure sociale archaïque de la bourgeoisie condamne le prolétariat à rester à l'écart d'une affirmation spécifique de classe. Marx soulignait déjà en 1845 qu'une révolution qui, dans un autre pays européen, prendrait trois jours, prendrait neuf ans en Espagne. Trotski, pour sa part, expliquait l'intervention de l'armée dans le champ social par le fait que – comme le clergé et la noblesse – elle tendait à conquérir, sans jamais pouvoir l'atteindre, une position de prédominance sociale aux côtés des deux autres castes existantes. En un mot, donc, l'inexistence des conditions historiques de la lutte bourgeoisie-féodalisme détermine l'inexistence historique des conditions d'une lutte autonome et spécifique de la classe prolétarienne et exclut l'hypothèse que l'Espagne puisse jouer le rôle d'épicentre des convulsions révolutionnaires internationales.

En 1923, à la suite des désastres de la campagne du Maroc⁴⁵, Primo de Rivera s'empare du pouvoir et le régime qu'il instaure est qualifié à tort de fasciste. Aucune menace révolutionnaire ne justifiait l'instauration d'une dictature de type fasciste. En fait, le cadre corporatiste fait participer les socialistes aux organes consultatifs, aux commissions mixtes créées pour régler les conflits du travail. Largo Caballero lui-même, secrétaire de l'Union générale des travailleurs sous contrôle socialiste, fut nommé conseiller d'État. Sous Primo de Rivera, la bourgeoisie espagnole tente en vain de réorganiser l'État sur une base centralisée du même type que les autres États bourgeois. Cette tentative échoue et, au milieu de la grande crise économique mondiale qui éclate en 1929, le capitalisme se retrouve à devoir affronter une situation sociale difficile et complexe. L'État de type Primo de Rivera ne convient plus, car la situation ne permet pas d'arbitrer les conflits du travail et de puissants mouvements de masse sont inévitables. La conversion qui s'opère alors, répondant aux intérêts de la domination capitaliste, est jugée par toutes les formations politiques, à l'exception de la nôtre, comme l'avènement d'un nouveau régime imposé par la maturation révolutionnaire des masses.

En janvier 1930, De Rivera est liquidé. Un autre général,

Berenguer, le remplace pour assurer la transition vers le nouveau gouvernement. En août 1930 à San Sebastian, le pacte entre les successeurs est conclu et, après les élections municipales qui donnent aux républicains la majorité dans 46 des 50 des chefs-lieux [de région, ndt], et alors qu'apparaît la première menace d'un mouvement ouvrier (la grève des cheminots) en février 1931, le monarchiste Guerra prend l'initiative d'organiser le départ du roi Alphonse XII.

C'est, comme nous l'avons dit, une période de conflits sociaux intenses qui s'ouvre. Ces conflits sont inévitables en raison de l'extrême faiblesse de la bourgeoisie espagnole au moment de l'éclatement de la crise économique mondiale. Mais la bourgeoisie, incapable d'éviter ces conflits, fait preuve d'une grande sagacité pour empêcher leurs développements révolutionnaires. La proclamation de la république ne suffit pas à empêcher le déclenchement immédiat de grèves téléphoniques en Andalousie, à Barcelone et à Valence. Le mouvement paysan de Séville prend des formes violentes : le gouvernement de gauche massacre trente paysans et le réactionnaire Maura, ministre de l'Intérieur, félicite les socialistes pour leur comportement dans la défense de l'ordre et de la République. Avec l'U.G.T. (organisation syndicale contrôlée par les socialistes), la C.N.T. (Confédération Nationale des Travailleurs, contrôlée par les anarchistes) limite ces mouvements, qui n'auraient pu trouver d'issue que sur le plan politique de la lutte contre l'État républicain, à la sphère strictement salariale et des revendications sociales.

En juin 1931, les élections donnent une majorité écrasante aux partis de gauche et Zamora cède la place à Azaña, qui exclut la droite du gouvernement. Parallèlement à l'aggravation de la tension sociale, on assiste à un glissement de plus en plus à gauche du gouvernement, d'une part, et à l'intensification de la répression des mouvements, d'autre part. Le 20 octobre 1931, le ministre Azaña-Caballero estime que la jeune république est en danger et adopte la loi de défense qui, dans le chapitre sur l'arbitrage obligatoire, interdit les syndicats qui n'ont pas donné un préavis de deux jours avant de proclamer une grève. L'U.G.T., qui est au pouvoir, prend ouvertement position contre les grèves « anti-républicaines », la C.N.T. maintient son agnosticisme face à l'action violente et terroriste du gouvernement de gauche, et les deux jours prévus par la loi ne suffisent pas aux dirigeants syndicaux pour empêcher le déclenchement des révoltes. Cependant, la C.N.T. réussit à maintenir toutes les grèves sous son contrôle et se contente de ne pas revendiquer la paternité de celles qui sortent du cadre de la légalité républicaine.

Après que le gouvernement à participation socialiste

⁴⁵. [sur la guerre du Maroc]

ait obtenu la confiance unanime des Cortes⁴⁶ au début de l'année 1932 pour la manière dont il a combattu les grèves, on assiste en août 1932 au premier regroupement des forces de droite. Mais le moment n'est pas encore venu, l'atmosphère est encore trop chargée d'explosifs sociaux et le coup d'État de Sanjurjo pour prendre le pouvoir échoue.

En septembre 1932, la réforme agraire est finalement votée. Les conditions imposées aux paysans devenus « propriétaires » sont telles qu'ils devront attendre 17 siècles avant de pouvoir se libérer des engagements contenus dans l'acte d'achat. En janvier 1933, l'action répressive du gouvernement atteint son paroxysme : des ouvriers en grève sont massacrés à Malaga, Bilbao et Saragosse. Après ces exploits, et alors qu'une certaine lassitude se manifeste parmi les masses, les conditions sont réunies pour un nouveau changement de personnel de gouvernement : le 8 septembre 1933, Azaña démissionne. De nouvelles élections, le 19 novembre 1933, donnent la majorité aux partis de droite et le gouvernement Lerroux-Gil Robles est formé sous l'influence des classes agraires.⁴⁷ Lorsque, en octobre 1934, l'insurrection asturienne éclate, le gouvernement de droite ne fait que suivre les traces de ses prédécesseurs de gauche et le mouvement est étouffé dans le sang. Les socialistes avaient rejeté toute responsabilité dans cette lutte « sauvage » et les anarchistes eux-mêmes avaient ordonné la reprise du travail.

En lien avec l'atmosphère internationale qui connaîtra bientôt les mouvements grandioses de France et de Belgique, s'ouvre en Espagne une période de tension sociale encore plus intense que celle de 1931-33. En conséquence, la bourgeoisie espagnole rappelle au pouvoir ses serviteurs de gauche. Dans ce climat social brûlant, les anarchistes eux-mêmes s'alignent sur les nécessités de la situation nouvelle : dans un meeting à Saragosse, après avoir réaffirmé solennellement le caractère apolitique de la C.N.T., les abstentionnistes acharnés d'hier laissent leurs adhérents libres de voter tandis que le Comité régional de Barcelone, à deux jours des élections, fait ouvertement de la propagande en faveur des listes du Front populaire sous le prétexte qu'il prône l'amnistie.

Les élections du 16 février 1936 sont un succès écrasant pour le Front populaire qui obtient la majorité absolue aux Cortes. Il est composé de la Gauche républicaine d'Azaña, des radicaux dissidents de Martínez Barrios, du Parti socialiste, du Parti communiste, du Parti syndicaliste, de Pestaña et du Parti d'unification marxiste (le POUM résultant de la fusion de l'ancien bloc « ouvrier et paysan » de Barcelone dirigé par Maurín, qui a tou-

jours eu une position de droite au sein de l'Internationale, et de la tendance trotskiste dirigée à l'époque par Andreu Nin). Le programme électoral contient : amnistie générale, abrogation des lois régressives, réduction des impôts, politique de crédit agricole.

Après les élections, le gouvernement d'Azaña est formé avec les seuls représentants de la gauche. Mais dans la situation de tension sociale susmentionnée, la bourgeoisie ne peut se contenter de la concentration en un seul gouvernement ; ses autres forces restent en réserve et, dès avril 1936, à l'occasion de la commémoration de la fondation de la République, les partis de droite organisent une contre-manifestation qui est qualifiée de « révolte ». Lors de la session des Cortes, Azaña déclare : « le gouvernement a pris une série de mesures, limogé ou muté les fascistes qui se trouvaient dans l'administration. Les droites paniquent, mais elles n'oseront pas relever la tête. » Nous sommes à moins de trois mois de « l'insurrection du factieux Franco » : le Parti communiste, enthousiasmé par les déclarations d'Azaña, vote la confiance au gouvernement.

Dans les premiers jours de juillet 1936, le lieutenant Castillo, membre du Front populaire, est assassiné et, en représailles, le dirigeant monarchiste Sotelo est lui-même assassiné. Le Front populaire et tous les partis qui le composent expriment leur sainte indignation face à l'accusation lancée par la droite d'être responsable de l'assassinat. Le Premier ministre Quiroga doit démissionner parce qu'une phrase de son discours aurait pu être interprétée comme un encouragement aux auteurs de l'assassinat.

C'est à partir du Maroc que Franco lance son offensive, en visant d'abord Séville et Burgos : deux centres agraires qui, ayant connu les révoltes paysannes les plus violentes mais peu concluantes, offraient les meilleures conditions pour la réussite du coup d'État.

C'est donc au sein même d'un appareil d'État sous le contrôle absolu du Front populaire que peut s'organiser minutieusement l'entreprise franquiste dont les préparatifs ne pouvaient échapper aux ministres de gauche et d'extrême gauche. D'ailleurs, la première réaction de ces partis est manifestement conciliante. Le radical Barrios, qui avait déjà présidé à la conversion du gouvernement de gauche en gouvernement de droite en 1933, tente de répéter l'opération en sens inverse, et s'il échoue, ce n'est pas parce que le compromis est exclu par principe, mais parce que l'atmosphère sociale n'y consent pas.

En réponse à l'attaque de Franco, une grève générale est déclenchée le 16 juillet et remporte un franc succès, notamment à Barcelone, Madrid, Valence et dans les Asturies, tandis que les deux bastions de Franco, Séville et Burgos, sont fermement tenus par les insurgés.

Un de nos contradicteurs n'a pas eu tort de nous de-

⁴⁶. [Le parlement espagnol.]

⁴⁷. [Il s'agit ici des grands propriétaires terriens aristocrates des latifundias qui prédominaient particulièrement dans les régions les plus pauvres comme l'Andalousie.]

mander : mais enfin, pour vous, tous les événements qui ont précédé et suivi la grève générale ne comptent pour rien, alors que la grève générale elle-même n'a été qu'une rougeole passagère ? En réalité, pour ce qui concerne mouvement prolétarien, la grève générale n'a représenté qu'une explosion fulgurante de la conscience de classe du prolétariat espagnol : en quelques jours seulement, nous avons assisté non pas à une lutte armée entre deux armées bourgeoises, mais à une fraternisation des grévistes avec les prolétaires enrégimentés dans l'armée, qui, faisant cause commune avec les insurgés prolétariens, ont désarmé, immobilisé ou éliminé le corps dirigeant de l'armée.

Immédiatement, l'État démocratique et antifasciste prend en main la situation : à Madrid, la hiérarchie est établie à travers les « bureaux d'enrôlement » contrôlés par l'État, à Barcelone moins immédiatement : Companys (leader de la gauche catalane) déclare, en accord avec les dirigeants de la C.N.T., qu'« il ne faut pas toucher à la machine étatique car elle peut être utile à la classe ouvrière » et les deux organes destinés à assurer le premier contrôle étatique sont immédiatement créés ; dans le domaine militaire le « Comité central des milices », dans le domaine économique le « Conseil central de l'économie ». Le C. C. des Milices est composé de 3 délégués de la C.N.T., 2 délégués de la F.A.I. (Fédération Anarchiste Ibérique), 1 délégué de la gauche républicaine, 2 socialistes, 1 délégué de la Ligue des « Rabassaires » (petits locataires⁴⁸ sous le contrôle de la gauche catalane), 1 de la Coalition des partis républicains, 1 du POUM et 4 représentants de la *Generalitat*⁴⁹ de Barcelone (le ministre de la Défense, le commissaire général à l'ordre public et deux délégués de la *Generalitat* sans fonction étatique fixe). Toutes les formations politiques mentionnées assurent la continuité de l'État capitaliste en Catalogne de juillet 1936 à mai 1937, et il va sans dire que la majorité écrasante détenue par les organisations ouvrières est présentée comme une garantie de la soumission de la classe bourgeoise aux exigences du mouvement prolétarien.

Entre-temps, dès le début des événements, Saragosse tombe aux mains des franquistes et la proximité de ce centre militaire permet à Barcelone de présenter la nécessité de la victoire militaire contre le « fascisme » comme le commandement suprême du moment, auquel tout doit donc être subordonné.

Le Parti communiste espagnol, qui occupe une position de premier plan dans la guerre antifasciste, ne peut tolérer les malentendus, et c'est à Moscou que sa fonction de fer de lance contre-révolutionnaire est brutalement révélée. Voici ce que dit l'infâme communiqué suivant :

⁴⁸. [Petits paysans catalans qui louaient leur ferme.]

⁴⁹. [L'État catalan sous la République, disparu sous Franco et remis en place lors de la « transition » démocratique de 1978 jusqu'à aujourd'hui dans le cadre de la monarchie espagnole.]

« Le Bureau du Comité Exécutif de l'U.R.S.S. a rejeté le recours en grâce des condamnés à la peine capitale prononcée le 24 août par le Collège Militaire de l'U.R.S.S. dans le procès du Centre Unifié Trotskiste-Zinoviéviste. Le verdict contre les seize condamnés a été exécuté. » *L'Humanité*, dans son numéro du 28-8-36, commente : « lorsque les accusés approuvent l'accusation de Vyshinsky et demandent à être fusillés, ils ne font qu'exprimer leur conviction qu'aucune pitié ne peut être attendue. Ils raisonnent froidement : nous avons voulu vous assassiner, vous nous assassinez : ce n'est que justice. C'est pourquoi ces seize assassins sont restés jusqu'au bout des ennemis acharnés du Parti communiste, de l'État et du peuple soviétique, et leur mort a purgé l'atmosphère du pays du socialisme qu'ils avaient gangrené par leur présence. » Pour sa part, le procureur Vyshinsky concluait son acte d'accusation comme suit : « Je demande que ces chiens enragés soient tués. »

Ce sont ces mêmes assassins de prolétaires russes qui se mettent à l'avant-garde de la guerre antifasciste et déclenchent l'offensive pour répondre à l'intervention d'Hitler et de Mussolini en faveur de Franco par une intervention similaire d'autres pays en faveur du gouvernement « républicain légal ».

En plein dans les événements d'Espagne, quand la grève générale n'avait pas encore cessé, et que d'autre part se développait la grève en France, le chef du gouvernement français de Front populaire, Léon Blum, considérant que l'ouverture de la frontière pyrénéenne pouvait établir un contact dangereux entre les grévistes des deux pays, décide de la fermer. En août 1936, c'est Blum lui-même qui prend l'initiative de créer le « Comité de non-intervention en Espagne », basé à Londres et représentant les gouvernements de tous les pays, fascistes et démocratiques, sans exclure la Russie elle-même.

Le rôle de ce « Comité de non-intervention » était d'éviter les complications internationales, tandis que chaque « Haute Partie Contractante » industrialisait les cadavres des prolétaires tombés en Espagne pour les mettre au service du succès de la contre-révolution mondiale : en Russie pour massacrer les artisans de la révolution d'octobre, dans les pays fascistes pour préparer le climat à la guerre mondiale, en France pour détourner les mouvements ouvriers de leurs objectifs de classe. On sait en effet que le mot d'ordre central lancé par les partis communistes et la gauche socialiste était « des avions pour l'Espagne ».

Les événements militaires en Espagne eurent leurs hauts et leurs bas. Les défaites et les victoires militaires dans la guerre antifasciste sont utilisées pour l'élimination progressive de toutes les initiatives extralégales et pour la reconstruction de la hiérarchie classique de l'État antifasciste. Les défaites parce qu'elles étaient présentées comme le résultat de l'absence d'une stricte discipline militaire autour du centre dirigeant, les vic-

toires parce qu'elles étaient présentées comme la confirmation de l'utilité d'une forte centralisation autour de l'état-major militaire.

Quant aux anarchistes, ils abandonnent, morceau par morceau, leur programme. Au début, immédiatement après la fin de la grève générale de juillet 1936, ils répondent aux premières tentatives d'intégrer organiquement les travailleurs dans les milices contrôlées par la Généralité avec les slogans « miliciens oui, soldats non ». Mais ils abandonnent rapidement cette position, devant les nécessités de la lutte militaire, pour déloger les fascistes de Saragosse. Ils renoncent alors à leur opposition au programme essentiel du gouvernement d'extrême gauche présidé par Caballero : la constitution du Commandement Unique s'étend à tout le territoire du secteur antifasciste avec les capitales de Madrid, Valence et Barcelone. Les exigences de la lutte militaire justifiaient pleinement sur le plan stratégique la nécessité de la centralisation dans le commandement unique, et les anarchistes en arrivèrent à participer, par l'intermédiaire de leurs représentants qui devinrent ministres, au gouvernement de Caballero. Ce dernier – les mots tolèrent toute insulte – est présenté comme le Lénine espagnol : le même Caballero qui restait parfaitement cohérent en 1936-1937 avec la position qui lui avait valu la nomination de conseiller d'État sous le régime de De Rivera !

Comme nous l'avons dit, dans la période allant de la liquidation de la grève générale de juillet 1936 à mai 1937, alors que l'État madrilène peut se permettre de maintenir même l'ancien appareil policier des « gardes civils », en Catalogne l'appareil d'État classique de la bourgeoisie connaît une phase de « vacances » au cours de laquelle le contrôle sur les masses se stabilise indirectement par le biais du « Comité central de la milice » et du « Conseil économique ». Cette phase de transition est suivie d'une autre phase d'élimination de tout élément, même périphérique, qui perturbe le bon fonctionnement de l'État capitaliste antifasciste. En octobre 1936, Caballero lance le décret de militarisation de la milice et la C.N.T., dans sa résolution du 14 octobre, prescrit qu'on ne peut exiger le respect des conditions de travail, ni pour ce qui touche à la journée de travail, ni aux salaires ou aux heures supplémentaires dans toutes les industries directement ou indirectement liées à la guerre antifasciste, ce qui signifie pratiquement dans toutes les entreprises industrielles.

Et c'est ainsi que nous en arrivons à mai 1937. Le 4, sous la pression du staliniste Comorera chef du P.S.U.C. (Parti Socialiste d'Unification de Catalogne)⁵⁰, la Généralité

⁵⁰. [Le PSUC était le parti stalinien catalan. Inexistant avant juillet 1936, il regroupa les fractions petites-bourgeoises les plus hostiles au prolétariat et se fit le principal instrument politique et répressif pour le rétablissement complet de l'État bourgeois catalan républicain. Il se distingua par son stalinisme et l'usage encore plus systé-

de Barcelone décide de reprendre le contrôle direct de la Compagnie Téléphonique : c'est le signal d'une action générale visant à l'élimination de toute gestion non directement encadrée par l'État antifasciste. Une grève générale éclate spontanément : toutes les formations politiques proclament leur innocence de ce « crime », et c'est avec du plomb et des tirs de mitrailleuse que le mouvement est réprimé dans le sang. Il est significatif que Franco, bien que d'importants groupes de prolétaires aient quitté le front et soient descendus à Barcelone, ne profite pas de l'occasion pour déclencher une offensive militaire : il laisse faire ses compagnons antifascistes car son succès dépend de leur.

L'opération est un succès complet : toutes les initiatives périphériques sont éliminées après la répression violente du mouvement de grève en mai 1937. Se forme alors le gouvernement Negrin de la résistance « jusqu'à bout », dans lequel sont déposés les derniers espoirs de tous les secteurs de l'antifascisme, et c'est ce gouvernement qui, après avoir quitté Madrid, et après la phase intermédiaire de Valence, se déplace d'abord à Barcelone puis à Paris, laissant au socialiste Besteiro la tâche de négocier avec Franco la fin de la guerre au printemps 1939.

Il faut noter qu'avec son habileté et son cynisme habituels, la bourgeoisie espagnole procède après la grève de mai 1937 à la liquidation de certains des éléments qui avaient été à son service au moment critique de juillet 1936. C'est le cas d'Andrea Nin, ministre de la Justice du premier gouvernement antifasciste de Barcelone. Celui-ci, transféré à Madrid, est alors emmené par des éléments « irréguliers » (lire staliniens) pour être assassiné dans des circonstances qui n'ont jamais été éclaircies. C'est aussi le cas de l'anarchiste Berneri, arrêté par la police de Barcelone qui, suivant la technique des expéditions punitives fascistes, avait préalablement effectué une visite au domicile pour s'assurer que la victime était désarmée. Au lieu d'être emmené en prison, Berneri est assassiné ; les anarchistes protestent mais ne songent même pas à briser la solidarité qui les unit au gouvernement antifasciste.

Nous avons parlé du Comité international de non-intervention. Celui-ci a complètement réussi à éviter soit les complications internationales possibles découlant de la guerre espagnole, soit la possibilité d'une intervention autonome du prolétariat international et espagnol au cours de ces événements. Nous voulons souligner que la Russie, qui laissait aux partis communistes [des différents pays, ndt] le soin de protester contre la politique du comité auquel elle participait, ne prit l'initiative d'une intervention armée ouverte en Espagne qu'après

matique, violente et meurtrière de la violence contre les ouvriers, et en passant les militants du POUM et de la CNT, que le PCE lui-même – c'est dire.]

la chute d'Irun le 1er septembre 1936 et que ses conséquences (l'établissement du gouvernement de tendance centralisé dirigé par le « gauchiste » Caballero) lui donnaient les garanties nécessaires. Le décret sur la militarisation de la milice et les « consignes syndicales » de la C.N.T. pour la discipline totalitaire dans la guerre antifasciste datent du 14 octobre 1936, et c'est à la même date que le bateau soviétique « Zanianine » aborde à Barcelone. Il va sans dire que, d'une part, toutes les mesures pour assurer l'écrasement de la grève ultérieure de mai 1937 avaient déjà été prises et, d'autre part, que l'intervention ouverte de la Russie dans la guerre espagnole était encore plus intéressée que celle d'Hitler et Mussolini, car toutes les armes devaient être payées en or par le gouvernement antifasciste de Caballero d'abord et Negrín ensuite.

La tragédie espagnole se termine au printemps 1939 avec la victoire totale de Franco. Quelques mois plus tard, le 3 septembre, la Seconde Guerre mondiale impérialiste éclate. Les événements qui l'ont précédée sont : le compromis de Munich de septembre 1938; le pacte russo-allemand d'août 1939.⁵¹

Après la remilitarisation de la rive ouest du Rhin évoquée au chapitre 5 et l'absorption de l'Autriche à l'hiver 1938, le tour est venu du démembrement de la Tchécoslovaquie. Hitler prend la défense et la direction du mouvement irrédentiste des Sudètes qui occupait la partie allemande de la Tchécoslovaquie. L'Angleterre envoie un de ses délégués, Runciman, pour examiner la question et le rapport qu'il émet est favorable aux revendications des Sudètes. La France, liée par un pacte d'assistance mutuelle avec la Tchécoslovaquie, adopte d'abord une position hostile envers le mouvement des Sudètes, mais ensuite se résigne à participer aux conférences de Godesberg et de Munich, où les quatre grandes puissances de l'époque (Allemagne, Italie, France et Angleterre) sanctionnent le compromis qui donne satisfaction à Hitler.

Les polémiques sur « Munich » ne sont toujours pas éteintes aujourd'hui. La Russie, et avec elle les partis communistes, affirment que Munich représenta la conclusion de la politique d'isolement du « pays du socialisme » menée par les États impérialistes. En revanche, les personnalités politiques françaises et britanniques qui ont participé aux accords de Munich, Daladier et Chamberlain, soutiennent que ce compromis leur a permis de gagner un an et de préparer ainsi la guerre contre Hitler. Ce dernier, quant à lui, a proclamé que l'accord s'inscrivait dans son projet politique de réparation « pacifique » et non guerrière des injustices inscrites dans le traité de Versailles.

⁵¹. [Plus connu comme le Pacte germano-soviétique, ou encore Ribbentrop-Molotov.]

Si l'on tient compte des événements ultérieurs, il est clair que la thèse de la meilleure préparation d'un an pour la guerre franco-anglaise ne tient pas la route, car en 1940, lorsque Hitler lança la *Blitz-Krieg*⁵² à l'Ouest après la campagne de Pologne, aucun obstacle ne s'opposa à sa victoire éclatante. La thèse de la Russie et des partis communistes ne tient pas non plus la route, car le compromis de Munich n'a en rien conduit à l'isolement de la Russie. La Russie a continué d'entretenir des relations diplomatiques en vue d'une alliance militaire avec la France et l'Angleterre jusqu'en août 1939 ; c'est en août 1939 qu'elle a rompu ces négociations de sa propre initiative et qu'elle a conclu, alors que les délégués alliés étaient encore à Moscou, l'accord économique et militaire avec l'Allemagne. En juin 1941, une alliance militaire est conclue avec la France⁵³, la Grande-Bretagne et les États-Unis, qui reste en vigueur jusqu'à la fin des opérations militaires en juillet 1945.

Le compromis de Munich doit être expliqué sur la base de considérations différentes de celles défendues par les impérialismes qui allaient ensuite passer au déclenchement de la guerre. Au niveau européen, il est vrai qu'il répond aux exigences de l'inévitable prédominance allemande à l'intersection des deux bassins industriels et agricoles (germanique et balkanique) correspondant à leur tour à la connexion des deux grandes voies navigables du Rhin et du Danube. En termes de construction possible de l'économie européenne, le compromis de Munich représente une solution rationnelle que le capitalisme tend à donner aux exigences naturelles de la structure de ce continent. Au regard de l'évolution antagoniste des États bourgeois d'Europe et de ses répercussions sur l'échiquier international, le compromis devait se heurter à des obstacles insurmontables, car la Russie ne pouvait s'accommoder d'être définitivement éliminée de l'Europe, et les États-Unis ne pouvaient tolérer l'instauration d'une hégémonie allemande qui pouvait ainsi menacer leurs positions non seulement en Europe mais aussi sur d'autres continents.

Après avoir trouvé une solution au problème du Danube à Munich, l'Allemagne s'oriente vers une solution similaire du problème polonais. Pendant ce temps, la France et l'Angleterre envoient des missions militaires en Russie en vue de conclure une alliance militaire. Comme nous l'avons mentionné plus haut, ces missions

⁵². [la *Guerre éclair* qui déferla sur les Pays-Bas, la Belgique jusqu'à l'invasion, la défaite et la capitulation de mai-juin 1940 de la France.]

⁵³. [Nous ne comprenons pas très bien quelle alliance de l'URSS avec la France de 1941, celle de l'occupation allemande et du gouvernement "collaborationniste" de Pétain, Vercesi évoque-t-il ici. Avec De Gaulle qui est à Londres ? Peu probable puisque les États-Unis de Roosevelt, celui-ci particulièrement hostile à de Gaulle, ne reconnaissent pas le gouvernement de celui-ci, gouvernement dit de la "France libre".]

étaient encore à Moscou lorsque la bombe du traité germano-russe a explosé.

Jusqu'alors, le 23 août 1939, au plan diplomatique la Russie préconise des mesures punitives contre « l'agresseur », et c'est Litvinov qui définit l'agresseur comme celui qui, en violation d'engagements contractuels, envahit un autre pays. L'agressé – précise Litvinov – doit bénéficier du soutien économique et militaire *automatique* de la Société des Nations. Et il est clair qu'Hitler, en attaquant la Pologne, s'est trouvé dans les conditions spécifiques prévues par la diplomatie soviétique.

Mais soudain, la doctrine de l'agresseur est complètement abandonnée, la Russie s'engage à ne fournir aucun soutien à la Pologne, qui sera envahie quelques jours plus tard, et reçoit en retour non seulement une partie de la Pologne, qu'elle s'empresse d'occuper fin septembre, mais aussi les pays baltes et la Bessarabie.⁵⁴

L'accord russo-allemand connaît le même sort que le compromis de Munich. Quelque deux ans plus tard, le 21 juin 1941, les événements le font voler en éclats : Hitler envahit la Russie. Une fois de plus, les interprétations des camps opposés ne suffisent pas à expliquer cet événement. Pas celle des Russes, qui ont ainsi gagné deux ans pour se préparer à la guerre, car la Blitzkrieg est aussi violente et rapide en Russie qu'elle l'a été en mai-juin 1940 dans la campagne occidentale. Il aurait mieux valu affronter l'Allemagne en 1939, alors que la menace franco-anglaise existait encore et que la Pologne n'était pas encore éliminée. L'argument allemand ne tient pas non plus, car il était évident – et l'actualité le confirme – que si un compromis avec la France et l'Angleterre était possible pour un débordement de la puissance allemande sur l'Est, un tel compromis était absolument impossible avec la Russie en raison de ses intérêts séculaires en Europe de l'Est.

Sur un autre plan, le traité russo-allemand produit tous ses effets : dans les pays de l'Axe, en Allemagne et en Italie, il renforce le front de guerre fasciste contre la ploutocratie internationale. Dans les pays démocratiques et surtout en France, il détermine la fracture politique qui devait faciliter d'abord les victoires militaires allemandes et ensuite l'instauration du régime d'occupation militaire.

Le Parti communiste français qui, jusqu'en septembre 1938, avait fait bloc avec le gouvernement de défense de la patrie au nom de la lutte contre l'hitlérisme et le fascisme, qui ensuite était passé à une opposition violente au compromis de Munich présenté comme la « prime à l'agresseur », change radicalement de ton, souligne les visées impérialistes de la France et de l'Angleterre, mais ne parle ni des visées également impérialistes de l'Allemagne et de l'Italie, ni de la signification

impérialiste de la guerre qui se développe entre-temps.

Le dirigeant du parti communiste français, Maurice Thorez, déserte et peut rejoindre la Russie grâce au soutien des autorités allemandes, qui lui facilitent le passage, et les partis communistes français et belge demandent aux autorités d'occupation allemandes l'autorisation de publier leurs journaux. Les événements se précipitent, Hitler envahit la Russie le 21 juin 1941, et la politique des partis communistes change à nouveau radicalement. Ils se tournent vers l'organisation de la Résistance et des mouvements de partisans.

La bourgeoisie italienne a donné au prolétariat le fascisme en compensation de son renoncement à la lutte révolutionnaire pendant la Première Guerre mondiale. Cette même bourgeoisie, en compensation de la participation frénétique des travailleurs au deuxième conflit impérialiste, a donné au prolétariat italien un régime qui aggrave les conditions d'exploitation imposées par le fascisme lui-même.

La trahison ouverte des partis communistes, qui ont participé à la guerre antifasciste, peut aujourd'hui se servir du soutien d'un des États impérialistes les plus puissants du monde pour entraver la renaissance du mouvement prolétarien, mais cette trahison n'a pas pu éliminer les antagonismes sur lesquels repose la société capitaliste. Ces antagonismes non seulement subsistent, mais tendent à s'aggraver, et la Gauche italienne peut regarder avec sérénité sa lutte passée contre le capitalisme et l'opportunisme : celle qui a été la première à élever la voix contre les déviations de l'Internationale, à suivre toute la tempête des événements sans jamais s'en détourner, reprend la bannière de l'internationalisme et de la lutte des classes pour continuer son combat, quelles que soient les difficultés à surmonter et le chemin à parcourir pour atteindre la victoire finale.⁵⁵

Fin.

⁵⁴. [Grossièrement, la Modalvie actuelle.]

⁵⁵. [La conclusion se réfère évidemment à la formation récente d'Il Partito comunista internazionalista et aux perspectives que la fin de la guerre pouvait sembler ouvrir.]

• La revue *Révolution ou Guerre* en français est en vente aux endroits suivants :

Canada (Québec) :

- Zone Libre 262 Ste-Catherine est, Montréal
- Le Livre Voyageur 2319 Bélanger est, Montréal
- Côté gauche 33 rue du Marché, Salaberry-de-Valleyfield
- N'était-ce pas l'été, 6792 Boul. St-Laurent, Montréal
- Livres à soi, 1575 Av Laurier, Montréal, H2J 1J1

France :

- La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris
- Parallèles, 47 rue Saint Honoré 75001 Paris
- Quilombo, 23 rue Voltaire, 75011 Paris
- Odeur du temps, 35 rue Pauillon 13001 Marseille
- La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.

La revue *Revolution or War* en anglais est en vente aux endroits suivants :

Hongrie : Gondolkodó Autonóm Antikvárium Budapest Orczy út 46-48. 1089 Magyarország

Royaume-Uni : Housmans Bookshop 5 Caledonian Road, London

La revue est aussi disponible en pdf en écrivant à : intleftcom@gmail.com

Sommaire de *Révolution ou Guerre* #29 (janvier 2025)

Face à la course vers la guerre, établir une ligne de défense regroupant les prolétaires les plus combattifs
Communiqué sur la victoire de Trump : la bourgeoisie américaine accéléré ses préparatifs de guerre
Que change l'arrivée de Trump à la Maison blanche ? (PCI-Le Prolétaire)
L'écrasement du prolétariat allemand et l'avènement du fascisme (Bilan 16, 1935)
Tract des comités NWBCW du Canada
Réunion publique du GRI-TCI à Paris
Thèses programmatiques du groupe Barbaria et nos commentaires critiques
Débat sur la théorie de la crise du capitalisme (Fraction interne du CCI, 2004)

La tactique du Comintern de 1926 à 1940 : la tactique de l'antifascisme et du Front populaire (1934-1938)

Sommaire de *Révolution ou Guerre* #30 (mai 2025)

La guerre impérialiste généralisée facteur central de la situation historique
Avec Trump, l'heure est au choix entre « du pain ou des canons » (GIGC)
Trump et le « nouvel âge d'or » (TCI)
L'Amérique de Trump menace le monde (Il Comunista)
Pour la révolution prolétarienne, internationale et communiste (Programa Comunista)
Le « nouvel ordre mondial » est le désordre du capitalisme en crise (Programa Comunista)
Sur les comités de lutte « NO War But the Class War »
Thèses programmatique du groupe Barbaria et nos commentaires critiques (2^e partie)

NOS POSITIONS DE BASE

- Le GIGC considère et définit l'ensemble de ses activités, internes comme externes, en fonction et comme des moments du combat pour la constitution du parti politique mondial du prolétariat, outil indispensable pour le renversement du capitalisme et l'établissement de la société communiste.
- Outre l'intervention dans les luttes du prolétariat, le GIGC mène ce combat tout particulièrement dans le camp prolétarien international. Celui-ci est composé des groupes politiques révolutionnaires défendant et partageant les positions de classe du prolétariat, en particulier l'internationalisme prolétarien et la nécessité de la dictature de classe du prolétariat.
- Le GIGC se revendique des Première, Deuxième et Troisième Internationales et du combat des fractions de gauche en leur sein. Tout particulièrement, il se revendique du combat de la fraction de gauche du PC d'Italie au sein de l'Internationale communiste contre sa dégénérescence stalinienne et des apports programmatiques qu'elle a pu développer et nous léguer jusqu'à aujourd'hui.
- Seul le prolétariat, classe exploitée et révolutionnaire à la fois, est en capacité de détruire le capitalisme et d'instaurer le communisme, la société sans classe. La conscience de cette révolution, la *conscience communiste* est produite par la lutte historique du prolétariat. Pour qu'elle puisse se matérialiser, se défendre et se développer, le prolétariat produit des minorités communistes qui s'organisent en parti et qui ont pour fonction permanente de porter cette conscience communiste et la retourner à l'ensemble du prolétariat.
- Expression la plus haute de cette conscience, le parti – ou, en son absence, les fractions ou groupes communistes – constitue et doit assumer la direction politique du prolétariat. En particulier, le parti est l'organe qui, seul, peut mener le prolétariat à l'insurrection et à la destruction de l'État capitaliste, et à l'exercice de la dictature du prolétariat.
- Le parti s'organise et fonctionne sur la base des principes qui régissent la lutte révolutionnaire du prolétariat, l'*internationalisme prolétarien* et le *centralisme* comme moments de son unité internationale et de son combat. Le parti se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme parti international et centralisé. Le GIGC se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme groupe international et centralisé.
- Le parti, tout comme le GIGC, fonde son programme, ses principes, ses positions politiques et son action sur la théorie du *matérialisme historique*. En expliquant le cours de l'histoire par le développement de la lutte des classes et en reconnaissant le prolétariat comme classe révolutionnaire, il est la seule conception du monde qui se place du point de vue de celui-ci. Il est la théorie du prolétariat révolutionnaire.
- Ce n'est que suite à l'insurrection victorieuse et la disparition de l'État bourgeois que le prolétariat pourra s'organiser en classe dominante sous la direction politique de son parti. Sa domination de classe, la dictature du prolétariat, s'exerce au moyen des conseils ouvriers, ou soviets. Ceux-ci ne peuvent se maintenir comme organisation unitaire du prolétariat qu'à la condition de devenir *organes de l'insurrection et organes de la dictature de classe*, c'est-à-dire en faisant leur les mots d'ordre du parti.
- La dictature du prolétariat consiste à utiliser le pouvoir de classe de ses organisations de masse, les conseils ou soviets, pour abolir le pouvoir économique de la bourgeoisie et assurer la transition vers une société communiste sans classe. L'État de la période de transition, de la dictature de classe, entre capitalisme et communisme est appelé à disparaître avec la disparition des classes, du prolétariat lui-même et de son parti, et l'avènement de la société communiste.
- Depuis la Première Guerre mondiale en 1914, la guerre impérialiste généralisée et le capitalisme d'État sont les principales expressions de la phase historique de décadence du capitalisme.
- Face au développement incessant du capitalisme d'État, le prolétariat ne peut opposer que la recherche de son unité dans toutes ses luttes, même les plus limitées ou localisées, en prenant en charge leur extension et leur généralisation. Toute lutte ouvrière, même la plus limitée, s'affronte à l'appareil d'État comme un tout auquel le prolétariat ne peut opposer que la perspective et l'arme de la grève

de masse.

- À l'époque du capitalisme d'État dominant, les syndicats comme un tout, direction comme sections de base, sont des organes à part entière de l'État bourgeois en milieu ouvrier. Ils visent à maintenir l'ordre capitaliste dans ses rangs, à encadrer la classe ouvrière et à prévenir, contrer et saboter toute lutte prolétarienne, en particulier toute extension, généralisation et centralisation des combats prolétaires. Toute défense des syndicats et du syndicalisme est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis dits ouvriers, « socialistes », « communistes », les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), ou encore se présentant comme anti-capitalistes, constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de front populaire, front anti-fasciste ou front unique mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat. Toute politique frontiste avec des partis de gauche de la bourgeoisie est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, le parlement et les campagnes électorales, et de manière générale la démocratie bourgeoise, ne peuvent plus être utilisés par le prolétariat pour son affirmation en tant que classe et pour le développement de ses luttes. Tout appel à participer aux processus électoraux et à voter ne fait que renforcer la mystification présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités et, à ce titre, est contre-révolutionnaire.
- Le communisme nécessite l'abolition consciente par le prolétariat des rapports sociaux capitalistes : la production de marchandises, le travail salarié et les classes. La transformation communiste de la société par la dictature du prolétariat ne signifie ni autogestion, ni nationalisation de l'économie. Toute défense de l'un ou l'autre est contre-révolutionnaire.
- Les pays dits « socialistes » ou bien même « communistes », l'URSS et ses satellites d'Europe de l'Est, la Chine, Cuba, le Vietnam, ou encore le Venezuela de Chávez, n'ont été que des formes particulièrement brutales de la tendance universelle au capitalisme d'État. Tout soutien, même critique, au caractère soit-disant socialiste ou progressiste de ces pays est contre-révolutionnaire.
- Dans un monde désormais totalement conquis par le capitalisme et où l'impérialisme s'impose à tout État, toute lutte de libération nationale, loin de constituer un quelconque mouvement progressif, se résume en fait à un moment de l'affrontement constant entre impérialismes rivaux. Toute défense de l'idéologie nationaliste, du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », de toute lutte de libération nationale est aujourd'hui contre-révolutionnaire.
- Par leur contenu même, les luttes *parcelles*, anti-racistes, féministes, écologistes, et autres aspects de la vie quotidienne, loin de renforcer l'unité et l'autonomie de la classe ouvrière, tendent au contraire à la diviser et la diluer dans la confusion de catégories particulières (races, sexes, jeunes, etc.). Toute idéologie et mouvement prônant *identitarisme*, *anti-racisme*, etc., au nom de l'*intersectionnalité* des luttes, sont des idéologies et des mouvements contre-révolutionnaires.
- Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, le terrorisme constitue toujours un terrain privilégié pour les manipulations et les provocations d'ordre policier de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- Le GIGC combat, dès aujourd'hui, pour que le futur parti se constitue sur la base programmatique des principes et positions qui précèdent. La constitution formelle du parti s'impose dès lors que l'intervention, les orientations et les mots d'ordre des groupes ou fractions communistes deviennent un élément et un facteur matériels permanents de la situation, du rapport de force entre les classes. Alors, la lutte immédiate pour la constitution formelle du parti s'impose et devient urgente.